



PREFET DE L' AISNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ref:1749

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N°IC- 2020-195 AUTORISANT LA SOCIÉTÉ TEREOS, À MODIFIER LES CONDITIONS D'EXPLOITATION DE SON ACTIVITÉ DE SUCRERIE ET DE FABRICATIONS D'ALCOOL À BASE DE BETTERAVES ET À BASE DE BLÉ SITUÉE SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES D'ORIGNY-SAINT-BENOÎTE, THENELLES ET NEUVILLETTE

**LE PREFET DE L' AISNE,
Chevalier de la Légion d' Honneur,**

VU le code de l' environnement et notamment son titre I^{er} du livre V ;

VU l' arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du code de l' environnement ;

VU l' arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d' une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

VU l' arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d' une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

VU les arrêtés préfectoraux des 18 décembre 2009, 13 octobre 2010, 03 octobre 2012, 4 février 2013, 22 juillet 2014, 10 novembre 2015 et 17 octobre 2018 réglementant les activités de la société TEREOS pour l' établissement qu' elle exploite sur le territoire des communes d' ORIGNY-SAINT-BENOÎTE, de NEUVILLETTE et de THENELLES ;

VU les arrêtés préfectoraux du 24 avril 2006 et du 18 décembre 2009 instaurant des servitudes d' utilité publique autour de la société TEREOS ;

VU l' évaluation des risques sanitaires et l' interprétation de l' état des milieux en date des 7 mars 2016 et 7 mars 2017 ;

VU la demande en date du 20 décembre 2016 en vue d' utiliser les huiles de fusel comme combustible de la chaudière Babcock ;

VU la demande en date des 27 janvier et 10 août 2017 en vue de modifier les tuyauteries de gaz naturel ;

VU la demande en date du 28 mars 2017 en vue d' étendre le poste de chargement vrac de la sucrerie ;

VU la demande en date du 2 mai 2017 en vue d' étendre la durée annuelle de la campagne sucrière ;

50 BOULEVARD DE LVON
02011 LAON CEDEX
DDT 02 / ENVIRONNEMENT / ICPE



Prefet de l' Aisne



@Prefet02



Les jours et heures d' accueil sont consultables sur le site internet
des services de l' État dans l' Aisne : www.aisne.gouv.fr

VU la demande d'antériorité réalisée le 9 mai 2017 suite au classement « H331 : Toxique par inhalation » de l'acide nitrique utilisé sur le site d'Origny Sainte Benoite ;

VU l'étude de mise en conformité des sècheurs de pulpes et de drêches du 3 mai 2018 ;

VU la note de justification de report de mise en place de l'unité de désulfuration de biogaz de mai 2018 ;

VU l'étude de report de mise en place de la colonne de lavage de la distillerie du 17 octobre 2018 ;

VU le rapport et les propositions en date du 20 février 2020 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 25 mai 2020 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 12 juin 2020 ;

CONSIDÉRANT que la société la société TEREOS exploite sur le territoire des communes d'ORIGNY-SAINTE-BENOITE, de NEUVILLETTE et de THENELLES une sucrerie distillerie soumise à autorisation ;

CONSIDÉRANT que les activités de la société TEREOS sont régies par l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R.181-46 du code de l'environnement, la société TEREOS a porté à la connaissance de M. le préfet de l'Aisne des modifications des conditions d'exploitation du site ;

CONSIDÉRANT que les projets ne modifient pas la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT que les activités du site ne relèvent pas de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT en termes de risques accidentels que les modifications portées sur la tuyauterie de gaz naturel entraînent une augmentation des zones d'effets thermiques et de suppression correspondant aux seuils des effets irréversibles, létaux et létaux significatifs au niveau du chemin de halage et du canal de la Sambre à l'Oise ;

CONSIDÉRANT que ces zones nouvellement touchées ne sont pas occupées et font déjà l'objet d'interdictions d'urbanisation et d'occupation au titre du plan de prévention des risques technologiques approuvé le 15 octobre 2012 ;

CONSIDÉRANT en termes de risques chroniques que les modifications entraînent une augmentation des émissions de composés organiques volatiles (COV) de 8% au regard des émissions globales réelles du site et 51 % au regard des données indiquées dans le dernier dossier de demande d'autorisation du site présenté en enquête publique ;

CONSIDÉRANT que la révision de l'évaluation des risques sanitaires permet de mettre en exergue le fait que les rejets atmosphériques du site dans leur configuration future ne présentent pas de risque préoccupant pour la santé des populations ;

CONSIDÉRANT que les analyses dans l'environnement n'ont pas permis de démontrer une dégradation de l'état des milieux attribuable aux émissions du site ;

CONSIDÉRANT en conséquence que les modifications des conditions d'exploitation ne sont pas jugées substantielles au regard de l'article R.181-46 de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L.513-1 du code de l'environnement, la société TEREOS a réalisé une demande de bénéfice des droits acquis pour le stockage et l'utilisation d'acide nitrique qui relève désormais de la rubrique 4130 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que TEREOS a réalisé la demande d'antériorité dans l'année qui suit la modification de classement de l'acide nitrique, en conséquence, le bénéfice des droits acquis peut être accordé ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de modification de classement du site qui reste SEVESO Seuil Bas ni de changement de régime pour la rubrique 4130 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en conséquence de prendre des prescriptions additionnelles dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement notamment en renforçant l'encadrement des conditions de fonctionnement, la qualité et le suivi des rejets atmosphériques et d'assurer ainsi la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne

ARRÊTE :

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société TEREOS, établissement d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, dont le siège social est situé rue Pasteur à ORIGNY-SAINT-BENOITE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, THENELLES et NEUVILLETTE, les installations détaillées dans les articles suivants.

Pour le présent, la période dite 'campagne' est comprise entre le 1er septembre de l'année N et le 20 janvier de l'année N+1. La période dite 'intercampagne' correspond au reste de l'année.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 19.10.1990	Article 2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 11.05.1994	Article 2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 30.06.1995	Totalité	Abrogé
Arrêté préfectoral du 21.05.1999	Article 2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 25.08.2000	Article 2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 09.01.2004	Totalité	Abrogé
Arrêté préfectoral du 02.06.2006	Article 1.1.2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 16.02.2007	Article 2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 03.03.2008	Article 2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral du 18.12.2009	Article 1.1.2 et suivants	Abrogé
Arrêté préfectoral complémentaire du 13.10.2010	Article 1.1.2 et suivants	Abrogé et remplacé par le présent arrêté.
Arrêté préfectoral complémentaire du 03.12.2012	Article 1.1.2 et suivants	Supprimé et intégré dans le présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 04.02.2013	Totalité	Supprimé et intégré dans le présent arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 22.07.2014	Totalité	Supprimé et intégré dans le présent arrêté

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À ENREGISTREMENT OU À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

RUBRIQUE	LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME
4130-2a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides.	Autorisation Seveso Seuil Bas
4331-1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Autorisation Seveso Seuil Bas
4755-1	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.	Autorisation Seveso Seuil bas
1434.2	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)	Autorisation
1630.1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	Autorisation
2160.2a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	Autorisation
2250-1	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole	Autorisation
2520	Ciments, chaux, plâtres (fabrication de)	Autorisation
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Autorisation
3310.b	Production de ciment, de chaux et d'oxyde de magnésium	Autorisation
3410.b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques	Autorisation
3642.2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales	Autorisation
4001	Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul mentionnée au II de l'article R. 511-11.	Autorisation
4801.1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.	Autorisation
2220.2a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, fermentation, etc., à l'exclusion des activités classées par ailleurs et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.	Enregistrement
2921.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	Enregistrement

RUBRIQUE	LIBELLÉ TIRÉ DE LA NOMENCLATURE	RÉGIME
2160 1a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	Enregistrement
1510-3	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.	Déclaration avec contrôles périodiques
1530-3	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public	Déclaration avec contrôles périodiques
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.	Déclaration avec contrôles périodiques
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Déclaration avec contrôles périodiques
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	Déclaration avec contrôles périodiques
1185 2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)	Déclaration avec contrôles périodiques

L'établissement est classé SEVESO SEUIL BAS :

- par dépassement direct des quantités mentionnées aux rubriques n° 4130, 4331 et 4755.
- et selon la règle de cumul SEUIL BAS définie à l'article R 511-11 du C.E au titre des dangers pour la santé et des dangers physiques.

Conformément à l'article R. 515-61 du Code de l'environnement :

- la rubrique principale de l'exploitation est celle n° 3642 ;
- les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles figurant dans la décision (UE) 2019/2031 de la commission du 12 novembre 2019.

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
ORIGNY-SAINT-BENOITE	AD 2, 5, 125, 161, 164, 172, 173, 174, 177 à 179, 204, 205, 226 AE 1,5,6,8,12,14 à 17,19, 21 à 24, 26, 55 84, 85 AE 87 à 91 AE 102 à 104 AE 142, 148, 149, 151, 152, 154, 158 AE 160, 161, 163, 165 AE 179 à 182 AE 185, 187 AE 191 à 193, 196 AE 214 à 215 AH 10, 16 à 22 AH 24 AH 1, 2, 40, 43, 64, 65.	Bois De La Ville, La Billarde, Les Etampons, Le Pessy, Les Pres Au Beurre, Malhan, Les Fiolles, Rue Pasteur
THENELLES	A 677 à 700 704 à 712, 714, 715 727 à 731 840, 888, 889, 1132, 1175, 1178, 1179, 1180, 1183, 1184 A 103, 114, 1022, 1186, 1292, 1295, 1317, 1318, ZB 84 à 90 A 119 à 123 A 1274, 1276, 1278, 1280, 1282 ZB 67 à 69 et 71 à 82 ZB 150, 165, 175, 191, 192, 228	Le Riez, Rue du 150 ^{ème} TI, La Bucaille, Le Bois Noir, La Pature Communale, Blanc Jouque, Le Gros Grès
NEUVILLETTE	A 1 à 7, 10, 11, 13, 14, 27, 270, 437, 438, 439, 529, 533, 535, 537, 541, 543 ZB 1 à 12 ZB 167 à 173, 176, 210, 220 ZI 18, 20 ZK 28, 40	Au Dessus De La Montagne, Le Gros Grès, Les Larris, Les Combles, l'Aubernaude, Le Chemin De Saint Quentin.

ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Pour le secteur 'Alcool betteraves' :

- une cuverie comprenant 4 cuves de 600 m³ pour la pré-fermentation et 8 cuves de 1600 m³ pour la fermentation (fabrication du vin),
- une unité de distillation (5 colonnes),
- deux unités de rectification (l'une de 1100 hl/j et l'autre de 4000hl/j),
- deux unités de déshydratation (l'une de 1500 hl/j et l'autre de 5500hl/j),
- une unité de concentration de vinasses,
- un ensemble de cuves de stockages d'alcool (produits semi-finis et finis), comprenant 6 cuvettes de rétention :
 - R1 : 1 bac de 2000m³, 1 de 800 m³ et 2 de 200 m³
 - R2, R3 et R4 : 3 * 2 bacs de 6000 m³
 - R5 : 2 bacs de 800 m³, 2 de 200 m³ et 2 de 300 m³
 - R6 : 2 bacs de 800 m³ et 4 de 200m³
- un poste de dépotage et de chargement de camions-citernes associé à une activité de dénaturation d'alcool,
- des installations connexes (tours aéroréfrigérantes, compresseurs...)
- un atelier d'extraction de bétanine
- 1 silo de stockage de pulpes / drechtes.

Pour le secteur 'Ancienne cimenterie' :

- trois cuves de stockage de 70 000 m³ d'EP2 ou de vinasse,

- une aire de dépotage de camions associée à ce dépôt.
- 1 entrepôt de stockage de produits finis.

Pour le secteur 'Sucrierie et alcool blé' :

- les installations propres à l'activité sucrierie et notamment :
 - les unités liées à la préparation des betteraves
 - les unités liées à l'extraction du sucre
 - trois silos de stockage de sucres de 20 000 t (silo A), 30 000 t (silo B) et 27 500 t (silo C)
 - criblage de pierres à chaux et fabrication de chaux vive
 - un four à soufre
 - un atelier de conditionnement du sucre
 - des entrepôts de produits d'emballage et de sucre conditionné
 - un bâtiment de stockage de palettes
 - les chaudières
 - 2 silos de stockage de pulpes de betterave : 10 000 t et 5000 t
 - 1 atelier de filtration des écumes
- un ensemble de cuves de stockages d'alcool (produits semi-finis et finis), comprenant 2 cuvettes de rétention :
 - R2 : 4 bacs de 810 m³
 - R3 : 2 bacs de 2500 m³ et 4 réservoirs de 200 m³
- une unité de fabrication d'alcool surfin à partir de blé (réception, stockage et préparation du blé, fermentation, distillation, rectification, concentration de vinasses) d'une capacité de traitement de 220 t de blé par jour pour une production de 800 hl/j d'alcool surfin,
- une unité de traitement et de séchage des drêches,
- un poste de chargement de wagons-citernes associé à une activité de dénaturation d'alcool,
- un poste de chargement-déchargement de camions-citernes.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 1.4.2. MISE EN ACTIVITE DU SITE

L'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation, en trois exemplaires, dès qu'ont été mis en place les aménagements et équipements permettant la mise en service effective de l'installation, tels qu'ils ont été précisés par l'arrêté d'autorisation et a minima deux semaines avant la mise en service effective de l'installation.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Sans objet

CHAPITRE 1.6 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont constituées en application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement.

L'objet du montant des garanties financières est de permettre de faire face au coût des opérations suivantes (cf. l'article R. 516-2-IV-5 du code de l'environnement) :

- mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ;
- dans le cas d'une garantie additionnelle à constituer en application des dispositions de l'article R. 516-2-VI du code de l'environnement, mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines (seulement si une garantie optionnelle est prise en même temps).

L'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixe les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières ci-dessus.

1.

Pour la société TEREOS France, les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent en raison de l'existence des activités correspondant aux rubriques 3110 et 3410.b de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Libellé des rubriques
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW
3410.b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques

ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total des garanties financières à constituer est de $M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)] = 217\,539$ euros TTC :

	Gestion des produits et déchets sur site (Me)	Indice d'actualisation des coûts (α)	Neutralisation des ouves enterrées (Mi)	Limitation des accès au site (Mc)	Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement (Ms)	Gardiennage (Mg)
Montant en Euros TTC	14 224 €	1,0563	17 000 €	5 355 €	39 077 €	112 324 €

Avec Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10.

Ce montant a été établi sur la base :

- de l'indice TP01 du 01 septembre 2013 (paru au journal officiel du 31 décembre 2013) : 703,9 ;
- du taux de TVA en vigueur à : 19,6 %.

ARTICLE 1.6.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant le 1er juillet 2014, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.6.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 4 (cf. l'article R. 516-2-V du code de l'environnement).

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant

la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations ;
- tous les cinq ans en appliquant de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence figurant dans l'arrêté préfectoral pour la période considérée, pour les installations définies par le 5° de l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, telles que définies à l'article R. 516-1 du code de l'environnement, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la mise en œuvre des procédures prévues à l'article L171-8 du même Code.

ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

ARTICLE 1.6.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement si des travaux de réhabilitation ont été réalisés en application de l'article R512 39-3 ou de l'article R 512-46-27.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.7 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.7.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.7.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'étude de dangers doit être ré-examinée et si nécessaire mise à jour. Ce ré-examen et l'éventuelle mise à jour doivent être transmis au préfet pour le 30 avril 2021.

ARTICLE 1.7.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R.512-39-2 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage de type industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
03/08/18	Arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110
03/08/18	Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110
26/05/14	Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement
14/12/13	Arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
29/02/12	Arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
27/10/11	Arrêté du 27/10/11 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
24/01/11	Arrêté du 24 janvier 2011 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.
12/10/11	Arrêté du 12 octobre 2011 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
03/10/10	Arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement
04/10/10	Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
07/07/09	Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;
18/04/08	Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/08	Arrêté du 31 mars 2008 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations

	classées soumises à autorisation
R541-42 à R541-48 du code environnement	Dispositions relatives au contrôle des circuits de traitement des déchets
29/03/04	Arrêté relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chronique ou accidentel, direct ou indirect, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.1.3. CLÔTURE

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires à assurer le bon état de la clôture existante. Cette dernière a les caractéristiques physiques (bon état général, continue autour de l'installation, sans fissures, ouvertures ou failles) permettant d'assurer la limitation des accès au site.

Lorsque les clôtures sont de conception ne permettant pas de satisfaire à l'objectif précité du fait des contraintes fixées par le règlement du PPRI, l'exploitant met en place des dispositifs alternatifs d'efficacité au moins équivalente.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, ou déchets.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

ARTICLE 2.3.3. DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.4.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.5 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions, telles que le lavage des roues des véhicules, doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,

- des écrans de végétation sont mis en place, le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS ET ENVOIS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES ET CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Article 3.2.2.1. Chaudières

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Installations	Puissance ou capacité	Combustible	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h (*)	Vitesse mini d'éjection en m/s
Chaudière BONO ENERGIA (**)	141,1 MW	Gaz naturel	42	141 500	8
Chaudière FMD (BABCOCK) (***)	98,78 MW	Gaz naturel Mélange gaz naturel - alcools supérieurs	41	100 000	8
Chaudière WANSON 3 (***)	17,095 MW	Gaz naturel	22,5	25 000	8
Chaudière SEUM (***)	6,5 MW	Gaz naturel et/ou biogaz	24	7900	5

(*) Débit ramené à un taux d'oxygène de référence de 3 %

(**) Chaudière autorisée à compter du 1^{er} novembre 2010

(***) Chaudière(s) autorisée(s) avant le 1^{er} novembre 2010. L'autorisation initiale de FMD – BABCOCK est antérieure au 30-07-2002.

L'ensemble des chaudières mentionnées dans le tableau précédent constituent une installation de combustion unique à l'exception de la chaudière SEUM dont l'autorisation initiale a été accordée avant le 1^{er} juillet 1987. À ce titre, la chaudière SEUM peut être considérée comme une installation de combustion indépendante.

Article 3.2.2.2. Autres installations

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), sauf dans le cas des sécheurs (mesure sur gaz humide).

Installations	Puissance ou capacité	Combustible	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h (*)	Vitesse mini d'éjection en m/s
Sécheur Buttner (pulpes) (Générateur à chaleur direct)	23,26 MW	Gaz naturel	37,5	203 000	12
Sécheur Promill (pulpes) (Générateur à chaleur direct)	23,26 MW	Gaz naturel			
Laveur – distillerie betterave – n°1 – C040	-	-	17,5	7940	8
Laveur – distillerie betterave – n°2 – C030	-	-	17,5	6715	8
Laveur – distillerie betterave – n°3 – déshydratation (C9800)	-	-	7,8	465	5
Laveur – distillerie betterave – n°4 – rectification (C6500)	-	-	9,4	40,5	5
Laveur – distillerie betterave – n°5 – distillation (C5500)	-	-	7,9	494	5
Laveur – distillerie blé – n°1 (fermentation) (DVO Co2)	-	-	10,2	2112	5
Laveur – distillerie blé – n°2 (distillation-rectification) (DVO)	-	-	9,3	40,6	5
Four à soufre	84kw/h	-	26	700	5
Four à chaux	-	Coke	53	5000	5
Y Sécheur à drèches (Générateur à chaleur direct)	5.2 MW	Gaz naturel	30	35 720	8
Torchère	5 MW	biogaz	-	-	-

(*) Débit rapporté à la teneur en oxygène ou dioxyde de carbone mentionnée à l'article 3.2.3.2

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) , sauf pour le rejet des sécheurs mesuré sur gaz humide ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans les tableaux aux articles ci-dessous.

Article 3.2.3.1. Valeurs limites applicables aux chaudières

□ Concentrations instantanées en mg/Nm³

	BONO ENERGIA	FMD/ Babcock		SEUM		WANSON
Combustible	GN	GN	Mélange GN / Alcools supérieurs	GN	Biogaz	GN
Concentration en O ₂ de référence	3%	3%		3%		3 %
Poussières	5	5	5	-	-	5
SO ₂	10	10	12	-	100	10
NO _x en équivalent NO ₂	100	100	101	120	200	100
CO	100	100		100	250	100
HAP	-	-	0,1	-	0,1	-
COV non méthaniques en C	50	110		110		110
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-	-	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl	-	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl	-
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-	-	1 exprimée en As + Se + Te	-	1 exprimée en As + Se + Te	-
Plomb (Pb) et ses composés	-	-	1 exprimée en Pb	-	1 exprimée en Pb	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	-	10	-	10	-

□ Flux

	BONO ENERGIA		FMD/ Babcock		SEUM		WANSON	
	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)
Poussières	0,71	0,49	0,5	0,13	0,03	0,08	0,13	0,1
SO ₂	1,42	0,93	1,2	0,7	0,79	2,3	0,25	0,2
NO _x en équivalent NO ₂	14,2	46,5	10,1	73	1,58	9,2	2,5	2,1
CO	14,2	4,3	10	12,1	2	0,5	2,5	2,1
COV non méthaniques totaux en C	15,6	0,67	11	0,34	0,87	0,11	2,75	2,31

Article 3.2.3.2. Valeurs limites applicables aux autres installations

□ Concentrations instantanées en mg/Nm³

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Torchère	Four à soufre	Four à chaux	Sécheurs Pulpes	Sécheur Drèches	Laveurs distilleries	Filtres des silos
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	11% O ₂	14% O ₂	10% O ₂	16 % O ₂	16 % O ₂	-	-
Poussières	-	-	40	100	100	-	20
SO ₂	300	120	300	-	100	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	300	-	500	200	100	-	-
CO	150	-	-	800	800	-	-
COV non méthaniques en C	-	-	-	110	110	110	-
COV annexe III	-	-	-	20 ⁽¹⁾	20 ⁽²⁾	20 ⁽³⁾	-

⁽¹⁾ Σ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde, Acroléine, Diméthylamine, Phénol

⁽²⁾ Σ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde, Phénol, Dichlorométhane

⁽³⁾ Σ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde

□ Flux

	Four à soufre		Four à chaux		Sécheurs Pulpes		Sécheur Drèches		Laveurs					
									CO30		CO40		C9800	
	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)
Poussières	-	-	0,2	0,026	21	42	4	1,3	-	-	-	-	-	-
SO ₂	0,084	0,035	1,5	0,028	-	-	4	7	-	-	-	-	-	-
NO _x en équivalent NO ₂	-	-	2,5	0,460	41	13	4	4,5	-	-	-	-	-	-
CO	-	-	-	-	163	504	29	25	-	-	-	-	-	-
COV non méthaniques en C	-	-	-	-	23	51	4	33	0,7	6,4	0,87	7,5	0,05	0,4

COV annexe III	-	-	-	-	4 ⁽¹⁾	13,6 ⁽¹⁾	0,71 ⁽²⁾	6 ⁽²⁾	0,13 ⁽³⁾	1,13 ⁽³⁾	0,15 ⁽³⁾	1,2 ⁽³⁾	0,009 ⁽³⁾	0,08 ⁽³⁾
----------------	---	---	---	---	------------------	---------------------	---------------------	------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	----------------------	---------------------

	Laveurs							
	C6500		C5500		DVO CO2		DVO	
	Flux (g/h)	Flux (kg/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (kg/h)	Flux (t/an)	Flux (g/h)	Flux (kg/an)
COV non méthaniques en C	5	40	0,055	0,47	0,23	2	5	40
COV annexe III	0,8 ⁽³⁾	7 ⁽³⁾	0,01 ⁽³⁾	0,08 ⁽³⁾	0,04 ⁽³⁾	0,37 ⁽³⁾	0,8 ⁽³⁾	7 ⁽³⁾

⁽¹⁾ ∑ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde, Acroléine, Diméthylamine, Phénol

⁽²⁾ ∑ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde, Phénol, Dichlorométhane

⁽³⁾ ∑ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde

Article 3.2.3.3. Émissions annuelles totales

Les émissions annuelles totales de l'établissement ne dépassent les valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Émissions annuelles en tonnes
Poussières	44
SO ₂	11
NO _x en équivalent NO ₂	147
CO	577
COV non méthaniques en C (émissions canalisés)	105
COV non méthanique en C (émissions diffusées*)	85
COV annexe III (**)	24

* toute émission de COV dans l'air, le sol et l'eau, qui n'a pas lieu sous la forme d'émissions canalisées.

** ∑ Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Furfuraldéhyde, Acroléine, Diméthylamine, Phénol, Dichlorométhane

Ces flux annuels ne dépassent pas ceux mentionnés dans l'évaluation des risques sanitaires annexée au porter à connaissance portant sur l'augmentation de la durée de campagne (référence A16-193 d'avril 2017).

ARTICLE 3.2.4. EFFICACITE ENERGETIQUE ET LUTTE CONTRE LES GAZ A EFFET DE SERRE

1) L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

Lors du réexamen périodique prévu à l'article L 515-28 du code de l'environnement, l'exploitant fait réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Ce rapport est accompagné d'une analyse de la capacité des installations, à limiter autant que faire se peut, les rejets de gaz à effet de serre incluant les émissions dues aux chaudières et au four à chaux.

Le rendement thermique de la chaudière Bono Energia, en moyenne sur une année et par rapport au combustible en entrée, est supérieur à 95% pour l'efficacité énergétique globale.

2) L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil.

Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre, s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée.

Les modifications du plan de surveillance subordonnées à l'acceptation par le Préfet sont mentionnées à l'article 15 du règlement 601/2012. L'exploitant notifie ces modifications importantes au préfet pour approbation.

Lorsque le rapport de vérification établi par l'organisme vérificateur de la déclaration d'émissions fait état de remarques, l'exploitant transmet un rapport d'amélioration au Préfet avant le 30 juin. La transmission d'un plan de surveillance modifié prenant en compte les remarques vaut rapport d'amélioration.

ARTICLE 3.2.5. MODE DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les chaudières BONO ENERGIA, SEUM et FMD / BABCOCK sont autorisées à fonctionner simultanément toute l'année sous réserve des dispositions du présent arrêté.

La chaudière WANSON 3 n'est autorisée à fonctionner qu'en secours, c'est-à-dire en lieu et place de l'une ou plusieurs chaudières listées au présent article et mises temporairement à l'arrêt.

L'exploitant est en mesure de justifier les durées de fonctionnement des chaudières de secours. Ces données sont consignées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.6. LAVEURS DE GAZ

Le rendement d'épuration d'un système de lavage est déterminé par le contrôle de la concentration en polluants gazeux en entrée et en sortie du système.

Les paramètres suivants sont à contrôler régulièrement et doivent déclencher une action lorsque les valeurs seuils sont dépassées :

- la chute de pression à travers le laveur, afin de détecter des dysfonctionnements nécessitant une opération de maintenance ;
- le débit de l'eau d'appoint du laveur ;
- le débit de l'eau de recyclage ;
- le débit de réactifs ;
- dans certains cas, le pH, la température, la conductivité électrique et le potentiel rédox.

Les laveurs humides doivent être inspectés régulièrement pour détecter toute détérioration de l'installation, par exemple une corrosion ou des blocages. Le laveur doit être facilement accessible.

L'exploitant dispose d'appareils appropriés avec alarme permettant de détecter rapidement les dysfonctionnements.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal	
			Horsire (m ³ /h) inter-campagne / campagne	Objet
Eau de surface	rivière Oise	4 500 000	1000 / 600	Refroidissement de la cuverie 'betterave' (Distillerie)
			280 / 95	Process + eaux pour la rectification
Eau souterraine	Sans objet	-	-	-
Réseau public	ORIGNY-SAINTE-BENOITE	100 000	-	les besoins sanitaires et l'usage alimentaire

L'eau du réseau public est utilisée pour les besoins domestiques (ou assimilés) et pour l'usage alimentaire (atelier d'inversion de saccharose, lavage des résines échangeuses d'ions,...).

L'exploitant devra limiter ses prélèvements de façon à laisser couler en permanence dans la rivière Oise un débit réservé égal au moins à 1/10^{ème} de son module interannuel.

ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.

Leur mise en place est compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

ARTICLE 4.1.4. MISE EN SERVICE ET CESSATION D'UTILISATION D'UN FORAGE EN NAPPE

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un

aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au préfet. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations seraient compromises, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.3.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.3.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 RECYCLAGE

ARTICLE 4.3.1. EAUX DE TRANSPORT ET DE LAVAGE DES BETTERAVES

Les eaux du circuit de transport et de celui de lavage des betteraves seront recyclées pendant la campagne sucrière de telle sorte que les purges de déconcentration soient les plus faibles possibles et en tout état de cause inférieures à 0,5 m³/t de betteraves traitées.

ARTICLE 4.3.2. EAUX DE PRESSE

Les eaux de presse des pulpes fraîches et les petites eaux de diffusion sont recyclées intégralement en diffusion.

ARTICLE 4.3.3. EAUX CONDENSÉES ET EAUX DE LAVAGE DES GAZ

Toutes les eaux condensées et les eaux de lavage des gaz sont recyclées ou traitées en station selon leur spécificité.

ARTICLE 4.3.4. EAUX DE REFROIDISSEMENT

Le circuit de refroidissement de l'unité de fermentation 'betterave' est autorisé à fonctionner en circuit semi-ouvert après transfert dans le bassin tampon B1. L'eau de la rivière Oise sert d'appoint d'eau au bassin B1 si et seulement si la température de l'eau ne permet pas le bon refroidissement de l'unité.

Les eaux de refroidissement des turbo-alternateurs sont recyclées à au moins 80% du volume total en circulation.

L'utilisation du circuit ouvert pour les unités de fabrication à l'exception des unités ci-dessus décrites est interdit.

CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.4.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

1. les **eaux exclusivement pluviales** et eaux non susceptibles d'être polluées,
2. les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (notamment celles collectées dans la zone de production), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
3. les **eaux polluées** : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les condensats de vapeur,
4. les **eaux résiduelles après épuration interne** : les eaux issues des installations de traitement interne au site avant rejet,
5. les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine,
6. les **eaux de purge des circuits de refroidissement et les eaux de refroidissement non recyclées.**

ARTICLE 4.4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.4.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.4.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.4.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISÉS PAR LE PRÉSENT ARRÊTÉ

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1 - rejet après station	N°2 - rejet bassin B1	N°3 - rejet eaux pluviales du secteur Alcool	N°4a à 4c - rejet eaux pluviales du secteur sucrerie	N°5a à 5c - rejet eaux pluviales du secteur sucrerie
Coordonnées Lambert	682094-237378	682432-238004	682174-238547	682661-237892 (4a) 682613-237829 (4b) 682539-237839 (4c)	682356-238291 (5a) 682387-238187 (5b) 682437-238092 (5c)
Nature des effluents	Process	Eau de refroidissement	Eaux pluviales	Eaux pluviales	Eaux pluviales
Débit maximal journalier (m³/j)	10000	-	-	-	-
Débit maximum horaire (m³/h)	-	1000	-	-	-
Exutoire du rejet	la rivière Oise	la rivière Oise	La NEUVILLETTE	le ru Berg	La rivière Oise
Traitement avant rejet	Méthanisation + station biologique	Refroidissement dans le bassin B1	décanteur et cloison siphonnée		
Milieu naturel récepteur	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel	Milieu naturel
Autres dispositions	Surveillance en continu - sectionnable	Surveillance en continu - sectionnable	Pompe de relevage	Rejets sectionnables	Rejets sectionnables

ARTICLE 4.4.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.4.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Article 4.4.6.2. Aménagement

4.4.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.4.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.4.6.3. Équipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 4.4.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorants,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

ARTICLE 4.4.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.4.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la rivière Oise et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis qui sont associés aux meilleurs techniques disponibles.

Sauf disposition contraire, les concentrations sont exprimées en moyenne journalière.

Débit maximal	journalier : 10 000 m ³ /j horaire : 450 m ³ /h	
Paramètre	Concentration maximale journalière	Flux maximum journalier
DCO	145 mgO ₂ /l	1450 kgO ₂ /j
DBO ₅	25 mgO ₂ /l	200 kgO ₂ /j
MES	50 mg/l	300 kg/j
Azote Global	20 ⁽¹⁾⁽²⁾ mgN/l	200 kgN/j
NTK en N	14,5 ⁽¹⁾ mgN/l	145 kgN/j
NO ₃	44 ⁽¹⁾ mgNO ₃ /l	440 kgNO ₃ /j
Phosphore total en P	2 mgP/l	14 kgP/j
Hydrocarbures	1 mg/l	7 kg/j

(1) Valeurs limites exprimées en moyennes mensuelles

(2) L'efficacité du traitement est d'au moins 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production.

La concentration maximale journalière ne dépasse pas 30 mgN/l

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la bonne connaissance du débit de la rivière Oise.

ARTICLE 4.4.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.4.11. EAUX DE REFROIDISSEMENT

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de refroidissement dans le milieu récepteur considéré et après transit par un bassin tampon B1, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°2

Débit	Maximal : 1000 m ³ /h (intercampagne) et 600 m ³ /h (campagne)
Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)
DCO	30
DBO ₅	10
MES	*
Hydrocarbures totaux	5

température	< 30°C
-------------	--------

* la concentration des MES est inférieure ou égale à celle de l'eau de la rivière Oise prélevée.

Le circuit d'eau de refroidissement est constitué d'un bassin tampon B1.

A la sortie de la cuverie, les paramètres pH, T° et COT, ou tout autre dispositif équivalent permettant la détection de pollution, sont mesurés en continu sur l'eau de refroidissement. En cas de dépassement des seuils prédéfinis, une alarme visuelle et sonore est reportée en salle de commande.

Au point de rejet du bassin B1, la température est mesurée en continu. Au-delà de 29°C, une alarme visuelle et sonore est reportée en salle de commande et un système automatique ferme la vanne d'isolement du point de rejet. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour rétablir une situation normale ou arrêter les unités.

L'ensemble des paramètres mesurés en continu conformément au présent article fait l'objet d'un enregistrement tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et conservé six mois.

ARTICLE 4.4.12. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales collectées sur la zone de production sont traitées dans la limite de la capacité de la station en interne.

Les eaux polluées que la station ne serait pas capable de traiter sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur, dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Les eaux polluées lors d'un incident ou accident sont recueillies dans un bassin de confinement avant traitement interne ou externe, selon leurs caractéristiques. L'exploitant dispose des moyens nécessaires de relevage pour acheminer les eaux d'extinction vers le bassin.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.4.13. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 3 et suivants.

Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)
DCO	50
DBO5	25
MES	30
Hydrocarbures totaux	5

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Attendu que le montant des garanties financières est notamment fixé en fonction de la quantité de ces matières et que les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site ne sont pas déjà fixées dans l'arrêté d'autorisation, les dispositions suivantes sont à respecter.

L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère dangereux ou non des produits et déchets présents sur son site et qu'à chaque instant la nature et la quantité de ceux-ci respectent les exigences suivantes :

- la nature et la quantité maximale des produits et déchets dangereux présents sur le site est limitée à : **8,3 tonnes**.
- la nature et la quantité maximale des déchets non dangereux présents sur le site doit être limitée à : **76 tonnes**.

Les quantités ci-dessus ne prennent pas en compte les produits dangereux ou les déchets dangereux ou non que l'exploitant considère comme pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit. Pour ces produits ou déchets, l'exploitant doit être en mesure de justifier par des éléments probants de la réalité de leur vente potentielle ou enlèvement à coût nul.

L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs relatifs au coût d'élimination des déchets dangereux engendrés par l'exploitation de ses installations (factures notamment).

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage visés par les articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-15 et R.543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remise à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-124 à R.543-134 du code de l'environnement relatives à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R.543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposée sur le site ne doit pas dépasser les quantités nécessaires à l'expédition d'un lot.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux. Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-49 à R.541-61 et R.541-79 du code de l'environnement relatives au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Prévention des nuisances sonores et des vibrations

CHAPITRE 5.2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 5.2.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 5.2.2. VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement).

ARTICLE 5.2.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 5.3 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 5.3.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 5.3.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1., dans les zones à émergence réglementée.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 6.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives :

- Soit pouvant survenir en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ;
- Soit pouvant survenir occasionnellement en fonctionnement normal ;
- Soit n'étant pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou n'étant que de courte durée, s'il advient qu'ils se présentent néanmoins.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.

ARTICLE 6.1.2. GARDIENNAGE ET CONTRÔLE DES ACCÈS

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'établissement.

Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, 2,5 mètres autour des stockages de liquides inflammables, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

ARTICLE 6.1.3. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Article 6.1.3.1. Dispositions générales

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Un gabarit de hauteur suffisante pour permettre le passage des véhicules est en place au niveau des racks de tuyauteries.

Article 6.1.3.2. Circulation routière

Un protocole de sécurité est mis en place pour tout transporteur entrant sur le site.

L'exploitant veille en permanence à limiter le nombre de camions présents sur le site. La circulation doit être organisée de manière à ce qu'aucune manœuvre de camion ne soit nécessaire.

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m,
- rayon intérieur de giration : 11 m,
- hauteur libre : 3,50 m,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

Article 6.1.3.3. Circulation ferroviaire

Le trafic ferroviaire sur l'emprise du site fait l'objet d'une consigne d'exploitation.

La vitesse maximale des convois est fixée en fonction des tronçons et ne pourra en aucun cas être supérieure à 10 km/h.

Toutes les voies et appareils situés dans les limites de propriété du site sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques, avec a minima :

- une visite de surveillance périodique à pied afin de contrôler l'état général des voies et appareils ;
- un enregistrement de l'état géométrique des voies.

La fréquence des contrôles est a minima annuelle. Les résultats de ces contrôles sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 6.1.4. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 6.2 POSITIONS CONSTRUCTIVES ET CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 6.2.1. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 6.2.2. RÈGLES GÉNÉRALES DE CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les matériaux utilisés dans les équipements sont compatibles avec les produits susceptibles d'être contenus (absence de réaction notamment) et les conditions de fonctionnement (température, pression...).

Toutes dispositions sont prises afin de maintenir les diverses réactions dans leur domaine de sécurité (telles que sécurités sur les conditions de pression ou de température, maintien des réactions en dehors du domaine d'inflammabilité ou d'explosion).

Les technologies de pompes, joints, instruments de mesure sont adaptées aux risques encourus.

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. Ils doivent être installés de façon redondante et judicieusement répartis.

ARTICLE 6.2.3. TUYAUTERIES

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication, sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible. Une consigne précise que toutes les vannes manuelles se ferment dans le sens horaire, sauf mention contraire affichée sur la vanne.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les tuyauteries enterrées sont repérées sur un plan tenu à jour.

Les tuyauteries de vapeur sont protégées contre les surpressions.

Des dispositifs permettent de limiter le risque de coup de bélier dans les tuyauteries.

ARTICLE 6.2.4. MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation (notamment les salles de gestion de crise) sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, incendie et explosion.

Les salles de contrôle du site sont conçues de façon à assurer une protection suffisante pour permettre au personnel, en cas d'accident ou d'incident, de prendre les mesures conservatrices de mise en sécurité des installations et prévenir l'extension du sinistre.

En particulier, les fonctions et informations nécessaires à la mise en sécurité des installations font l'objet d'une protection suffisante en vue de les conserver opérationnelles en cas d'explosion, d'incendie ou de fuite de gaz inflammable ou toxique survenant sur le site.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la mise en sécurité de ses installations, tant en fonctionnement normal qu'en mode dégradé. L'exploitant met en place tous les moyens nécessaires pour garantir qu'en toute circonstance :

- les équipements de mise en sécurité des installations restent opérationnels ;
- les personnes chargées de cette mise en sécurité peuvent continuer à assurer les missions qui leur sont confiées.

L'exploitant dispose dans la salle de contrôle des documents suivants :

- un état précis des moyens de lutte contre l'incendie (matériels de lutte, réserves d'émulseur avec dates de péremption ou d'analyse à effectuer...) ;
- un plan détaillé du site à jour faisant apparaître l'ensemble des installations ;
- un état des stocks ;
- un exemplaire à jour du Plan d'Opération Interne (POI).

CHAPITRE 6.3 DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 6.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIVES

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R 557-7-1 et suivants du code de l'environnement relatifs aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Dans ces zones, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.

ARTICLE 6.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Sauf cas particuliers visés par les textes pris en application du code du travail (dont l'arrêté du 26/12/2011), la périodicité des vérifications est fixée à un an.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues en bon état conformément aux règles en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

À proximité d'au moins une issue de chaque atelier est installé un interrupteur, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'atelier concerné, exceptés les moyens de secours (pompes des réseaux d'extinction automatique, désenfumage...) et les dispositifs nécessaires à la mise en sécurité ou au maintien en sécurité des installations.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un atelier ou d'un bâtiment de stockage, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

ARTICLE 6.3.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 6.3.4. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUE

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection adapté au risque. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

ARTICLE 6.3.5. SÛRETÉ DES INSTALLATIONS

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité et notamment des barrières de sécurité (Mesures de Maîtrises des Risques) doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement ou être à sécurité positive.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués et font l'objet d'une consignation dans un registre. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations. Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée en tant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation des données essentielles pour la sécurité des installations.

ARTICLE 6.3.6. MISE À LA TERRE DES ÉQUIPEMENTS

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature inflammable ou explosive des produits.

Toutes les parties métalliques susceptibles d'être à l'origine d'énergie électrostatique dans les locaux et les zones où sont manipulés ou stockés des produits inflammables ou explosifs doivent être reliées à la terre.

Ces mises à la terre doivent être réalisées selon les règles de l'art et être distinctes de celles des éventuels paratonnerres. Une attention particulière doit être portée sur la continuité d'écoulement des charges électriques sur ces mises à la terre. La valeur de résistance de terre est conforme aux normes en vigueur.

Les mises à la terre et toutes les barrières de sécurité permettant de traiter le risque lié à l'électricité statique doivent être correctement entretenues, maintenues et faire l'objet d'une vérification au moins annuelle par une personne ou un organisme compétent.

ARTICLE 6.3.7. ÉCLAIRAGE ARTIFICIEL ET CHAUFFAGE DES LOCAUX

Les installations d'éclairage et de chauffage sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur en tenant compte des risques potentiels particuliers.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situe en dehors des ateliers et des zones de stockage doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareil de chauffage à flamme nue est interdite.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles.

ARTICLE 6.3.8. ARRÊTS D'URGENCE

Les installations disposent d'arrêts d'urgence et/ou de moyens d'isolement permettant de mettre en sécurité tout ou partie de celles-ci. Ces dispositifs sont susceptibles d'être activés depuis la salle de commande, localement ou en automatique à travers les sécurités de procédé. Des procédures ou consignes en définissent les conditions d'utilisation.

Ces dispositifs d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

ARTICLE 6.3.9. ÉQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

La liste de ces équipements ainsi que les procédures susvisées sont révisées chaque année au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...).

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sécurité des installations, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

Les dépassements des points de consigne des paramètres importants pour la sécurité doivent déclencher des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

Les procédures importantes pour la sécurité sont régulièrement testées et vérifiées.

Les informations nécessaires à la mise en sécurité du site et les alarmes des dispositifs électroniques de détection d'incendie, des dispositifs de détection d'atmosphère explosive (hydrogène, gaz naturel...), les dispositifs de détection du déclenchement des dispositifs autonome de lutte contre l'incendie (sprinkler) sont reportées en salle de contrôle du site.

CHAPITRE 6.4 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 6.4.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 6.4.2. VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 6.4.3. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 6.4.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

ARTICLE 6.4.5. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Article 6.4.5.1. « permis d'intervention » ou « permis de feu »

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

ARTICLE 6.4.6. SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.
- La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

CHAPITRE 6.5 SUIVI ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

ARTICLE 6.5.1. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'ensemble des équipements tels que les appareils à pression, les soupapes, les canalisations, les sources radioactives... est conçu et suivi conformément aux réglementations en vigueur.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne

sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 6.5.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SÛR DES PROCÉDÉS

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 6.5.3. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AU VIEILLISSEMENT DE CERTAINS ÉQUIPEMENTS

Les réservoirs de stockages, tuyauteries, capacités contenant des substances, préparations ou mélanges présentant un danger ainsi que les cuvettes de rétention, les massifs de réservoirs, les structures supportant les tuyauteries inter-unités, les caniveaux béton, les fosses humides et les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité sont suivis conformément aux dispositions de :

- ❖ l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- ❖ l'arrêté du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4748 ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La liste des équipements suivis et les plans d'inspection associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.5.4. RÉSERVOIRS ET CAPACITÉS DE STOCKAGE DE PRODUITS PRÉSENTANT UN DANGER NON SOUMIS À UNE RÉGLEMENTATION SPÉCIFIQUE

L'exploitant identifie les réservoirs de stockages et les capacités non soumis aux dispositions de l'article 6.5.3 et présentant un danger potentiel pour lesquels il juge nécessaire d'établir un plan d'inspection.

La liste des équipements suivis et les plans d'inspection associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les capacités de stockage de produits présentant un danger sont étanches et doivent subir, avant la première mise en service ainsi qu'après réparation ou modification un test d'étanchéité sous la responsabilité de l'exploitant.

Les capacités de stockage sont contrôlées périodiquement suivant une méthode et une périodicité propre à chaque type de stockage. Les structures et les supportages des capacités doivent également être contrôlés.

Si les contrôles révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant doit faire procéder aux réparations nécessaires avant remise en service.

ARTICLE 6.5.5. MATÉRIELS ET ENGINS DE MANUTENTION

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués sur des zones étanches et situées à une distance supérieure à 10 m de toute matière combustible.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

En dehors des heures d'exploitation, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécifique, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

ARTICLE 6.5.6. TUYAUTERIES

Les tuyauteries font l'objet d'un suivi adapté contre la corrosion.

Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément à des règles définies par l'exploitant, sans préjudice des exigences fixées par le code du travail.

Les supports de tuyauteries sont protégés contre tous risques d'agression involontaire (notamment heurt par véhicule). Ils doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

CHAPITRE 6.6 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 6.6.1. RETENTIONS

Article 6.6.1.1. Volume

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

Article 6.6.1.2. Conception

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'étanchéité de la rétention ne doit pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. En particulier, elle résiste à la pression statique du produit

éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Article 6.6.1.3. Gestion

Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée.

Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.6.2. DISPOSITIF DE CONFINEMENT

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les systèmes de relevage autonomes ont une efficacité démontrée en cas d'accident.

Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en faisant la somme :

- de volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré lors d'un accident ou d'un incendie ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 6.6.3. AUTRES DISPOSITIONS

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. La définition des emplacements de stockage et la répartition des différents produits sont réalisées à partir des fiches de données sécurité. Ces emplacements sont clairement matérialisés et signalisés.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles reprises à l'article 6.6.1.1.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0°C, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

ARTICLE 6.6.4. CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant doit être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1 - la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2 - leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3 - la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4 - les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5 - les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6 - les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

De plus, une analyse sera effectuée sur chaque piézomètre :

- 6 heures après l'événement,
 - puis quotidiennement pendant 2 semaines,
 - ensuite hebdomadairement pendant 5 mois,
- avec recherche des éléments composant le produit rejeté.

ARTICLE 6.6.5. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

CHAPITRE 6.7 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 6.7.1. DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarios développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

ARTICLE 6.7.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.7.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

ARTICLE 6.7.4. CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Article 6.7.4.1. Système d'alerte interne

Le système d'alerte interne et ses différents scénarios sont définis dans un dossier d'alerte.

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) est réservé exclusivement à la gestion de l'alerte.

Une liaison spécialisée est prévue avec le centre de secours retenu au Plan d'Opération Interne (P.O.I.).

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont reportées en salle P.O.I.

Les capteurs de mesure des données météorologiques sont sécurisés. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.

CHAPITRE 6.8 PREVENTION DES RISQUES NATURELS

ARTICLE 6.8.1. PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

ARTICLE 6.8.2. SÉISMES

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

ARTICLE 6.8.3. RISQUE INONDATION

Le site étant implanté en zone inondable, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- formaliser un plan de secours incluant des dispositions telles que : conduite à tenir en cas de pré-alerte météo et annonces de crues (cf site internet vigicrues)
- procédure d'évacuation du personnel et lieux de rassemblement et de refuge,
- moyens de communication avec les secours

- mise en sécurité des installations (couper les utilités, arrimer les stocks de matières dangereuses ou les mettre en hauteur
- arrêter les opérations de transfert des produits, condamnation et étanchéification de certaines ouvertures, déplacement des stocks critiques hors de la zone inondable, obturation des réseaux d'égouts et eaux pluviales
- disposer de moyens d'intervention propres (pompes, groupes électrogène...)

CHAPITRE 6.9 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS CLASSES SEVESO

ARTICLE 6.9.1. POLITIQUE DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS MAJEURS

Les installations doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues conformément à l'état de l'art, en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et pour l'environnement.

L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs. Ce document est maintenu à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette politique est conçue pour assurer un niveau élevé de protection de la santé publique et de l'environnement et est proportionnée aux risques d'accidents majeurs. Elle inclut les objectifs globaux et les principes d'action de l'exploitant, le rôle et l'organisation des responsables au sein de la direction, ainsi que l'engagement d'améliorer en permanence la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs.

Les moyens sont proportionnés aux risques d'accidents majeurs identifiés dans l'étude de dangers.

L'exploitant assure l'information du personnel de l'établissement sur la politique de prévention des accidents majeurs.

Tout au long de la vie de l'installation, l'exploitant veille à l'application de la politique de prévention des accidents majeurs et s'assure du maintien du niveau de maîtrise des risques.

La politique de prévention des accidents majeurs est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour si nécessaire.

Elle est par ailleurs réexaminée et mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
- avant la mise en œuvre des changements notables ;
- à la suite d'un accident majeur.

ARTICLE 6.9.2. RECENSEMENT DES SUBSTANCES OU MÉLANGES DANGEREUX

L'exploitant procède au recensement régulier des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour conformément aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014.

L'exploitant tient le préfet informé du résultat de ce recensement selon les modalités fixées à l'article 4 dudit arrêté.

Il est par ailleurs mis à jour :

1. avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
2. avant la réalisation de changements notables ;
3. en cas de demande de fonctionnement au bénéfice des droits acquis ;
4. en cas de changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'établissement ;

ARTICLE 6.9.3. INFORMATION DES INSTALLATIONS AU VOISINAGE

L'exploitant tient les exploitants d'installations classées voisines soumises à autorisation ou à enregistrement ainsi que les exploitants d'installations nucléaires de base et d'ouvrages visés aux articles R.551-7 à R.551-11 du code de l'environnement, informés des risques d'accident majeurs identifiés dans l'étude de dangers dès lors que les conséquences de ces accidents majeurs sont susceptibles d'affecter les dites installations.

Il transmet copie de cette information au Préfet et à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.9.4. MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES (MMR)

L'exploitant définit les mesures de maîtrise des risques qui participent à la décote des phénomènes dangereux, en particulier ceux dont les effets, seuls ou engendrés par effet domino :

- sortent des limites du site ;
- auraient pu sortir des limites du site sans l'existence des dites mesures de maîtrise des risques ;
- pourraient concourir par effet domino à générer des phénomènes dangereux ayant des effets tels que définis aux points 1 et 2 décrits ci-dessus.

L'exploitant garantit ainsi le niveau de probabilité des phénomènes dangereux associés, tels que listés dans son étude de dangers complétée.

Pour chaque mesure de maîtrise des risques, l'exploitant dispose d'un dossier :

- décrivant succinctement la barrière, sa fonction, les éléments la composant, les actions et performances attendues ;
- permettant de déterminer qu'elle satisfait aux critères, d'efficacité, de cinétique, de testabilité et de maintenance définis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- précisant son niveau de confiance et le niveau de probabilité résiduel du ou des phénomènes dangereux avec la prise en compte de ces barrières ;
- comprenant l'enregistrement et l'archivage des opérations de maintenance, préventives ou correctives, et de contrôle ;
- comprenant le programme de tests périodiques ainsi que les résultats de ces tests.

L'exploitant doit pouvoir également justifier de l'indépendance de chaque MMR vis-à-vis des événements initiateurs considérés.

Pour un même scénario, l'exploitant justifie que les différentes MMR sont indépendantes entre elles et ne possèdent pas de mode commun de défaillance.

Les procédures de vérification de l'efficacité, de vérification de la cinétique de mise en œuvre, les tests et la maintenance de ces barrières ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par écrit et respectées.

L'exploitant doit intervenir dans les meilleurs délais afin que l'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques soit la plus réduite possible.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté et la sécurité des installations, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers. Cette liste ainsi que les procédures susvisées sont révisées régulièrement au regard du retour d'expérience accumulé sur ces

systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...) et à chaque incident ou événement les mettant en cause.

L'exploitant tient à jour cette liste et met à disposition de l'inspection des installations classées un dossier justifiant toute modification par rapport à la liste en annexe du présent arrêté.

Les dispositifs chargés de la gestion des sécurités sont secourus par une alimentation disposant d'une autonomie suffisante pour permettre un arrêt en toute sécurité des installations.

Les dépassements des points de consigne des différentes parties composant la MMR doivent déclencher des alarmes ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

Les procédures participant pour tout ou partie à la mise en place des MMR sont régulièrement mises en œuvre ou testées et vérifiées.

Les paramètres de fonctionnement des MMR sont enregistrés et archivés. Leurs dérives sont détectées et corrigées.

Les MMR satisfont aux dispositions suivantes :

- leur conception est simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvée ;
- leurs défaillances conduisent à un état sûr du système (sécurité positive) ;
- la fonction de sécurité du système reste disponible en cas de défaillance unique d'un des éléments assurant cette fonction ;
- les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liés aux produits manipulés, au mode d'exploitation et à l'environnement des systèmes ;
- les dispositifs et notamment les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement de leur efficacité par test ;
- l'organisation mise en place par l'exploitant permet de s'assurer de la pérennité des principes précédents, elle met en œuvre un ensemble d'actions planifiées et systématiques, fondées sur des procédures écrites, mises à jour et donnant lieu à des enregistrements archivés.

Article 6.9.4.1. Gestion des anomalies et défaillances des mesures de maîtrise des risques

Les anomalies et les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue. Ces anomalies et défaillances doivent notamment :

- être signalées et enregistrées ;
- être hiérarchisées et analysées ;
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale des anomalies et défaillances des mesures de maîtrise des risques et transmet à l'inspection des installations classées :

- les enseignements généraux tirés de cette analyse et les orientations retenues ;
- la description des retours d'expérience tirés d'événements rares ou pédagogiques dont la connaissance ou le rappel est utile pour l'exercice d'activités comparables.

Article 6.9.4.2. Règles générales relatives aux mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRi)

6.9.4.2.1 Définitions

Une MMRi est une MMR constituée par une chaîne de traitement comprenant une prise d'information (capteur, détecteur...), un système de traitement (automate, calculateur, relais...) et une action (actionneur avec ou sans intervention humaine)

Une MMR est considérée comme MMRI si l'intervention humaine, lorsqu'elle existe, est limitée à une action déclenchée suite à une alarme elle-même déclenchée sans intervention humaine.

Une MMRI de sécurité (MMRIS) repose sur un système instrumenté de sécurité, c'est-à-dire un système combinant capteur(s), unité de traitement et actionneur(s) ayant pour objectif de remplir exclusivement des fonctions de sécurité.

Une MMRI de conduite (MMRIC) est une MMRI intégrée au système de conduite de l'installation.

6.9.4.2.2 Conception des MMRIS

Les éléments d'une MMRIS utilisés pour la conduite de l'installation doivent :

- ❖ ne pas être susceptibles de conduire à un événement initiateur à l'origine du scénario d'accident,
- ❖ assurer une action de sécurité prioritaire sur toutes leurs autres actions,
- ❖ ne pas être déjà pris en compte dans une MMRIC pour ce même scénario.

Pour toute MMRIS basée sur un automate dédié également à des fonctions de conduite, l'exploitant doit *a minima* justifier du respect des dispositions suivantes :

- ❖ l'automate est un APS (Automate Programmable de Sécurité) et ne gère que des opérations de conduite simples comme des actions binaires (ex : commandes de fermeture et d'ouverture de vannes par un opérateur lors d'une opération de dépotage, commande de marche/arrêt...) ;
- ❖ la défaillance (matériel ou logiciel) des fonctions de conduite n'a pas d'impact sur les fonctions de sécurité ;
- ❖ toute modification des consignes relatives à une fonction de conduite est gérée avec la même exigence qu'une modification des consignes relatives aux fonctions de sécurité.

Pour les MMRIS mises en service postérieurement au 2 octobre 2013, la chaîne de sécurité est conforme aux normes NF EN 61508 et NF EN 61511.

Le dossier de la MMRIS, mentionné à l'article 6.9.4, comporte tous les éléments justifiant le niveau de confiance retenu, en particulier lorsque celui-ci est supérieur à 1.

6.9.4.2.3 Conception des MMRIC

Les MMRIC doivent vérifier les conditions minimales suivantes :

- les éléments de la chaîne ne sont pas susceptibles de conduire à un événement initiateur à l'origine du scénario d'accident ;
- l'action de sécurité assurée par les éléments de la chaîne est prioritaire sur toutes leurs autres actions ;
- les modifications des paramètres (les seuils d'alarme, par exemple) sont gérées au travers de procédures ou du système de gestion de la sécurité de l'établissement, quand il existe ;
- l'exploitant a mis en place une maintenance préventive au titre de la fonction de sécurité remplie ;
- le système de conduite est conçu, exploité et maintenu dans des conditions standards et selon de bonnes pratiques (standards ou référentiels, architecture éprouvée, concept éprouvé, procédures d'exploitation et de maintenance, détection des principales défaillances telles que défaut capteur ou perte d'alimentation actionneur...).

6.9.4.2.4 Prise en compte de l'action humaine

S'agissant d'actions humaines intégrées à des MMRI, l'exploitant s'assure :

- que les alarmes associées aux MMRI sont facilement identifiables par l'opérateur sur le poste de conduite ;
- que les actions associées à ces alarmes sont clairement définies (notamment dans des procédures) ;
- de la disponibilité de l'opérateur (présence permanente et temps d'action « compatible » avec le temps de réponse de la MMRI, nombre limité de procédures d'urgence attribuées à un même opérateur) ;
- de la formation des opérateurs, notamment dans le cadre des actions susceptibles de conduire à des conséquences potentielles sur la sécurité de l'installation.

6.9.4.2.5 Indépendance des MMRi

Les MMRIC et MMRIS intervenant sur un même scénario :

- sont composées d'éléments distincts (y compris les interfaces homme/machine, les accessoires -parafoudre, module d'isolement galvanique, module de conversion...-, les éléments de transmission du signal de type câblage -à l'exception des dispositifs à sécurité positive entraînant la mise en repli de l'installation en cas de perte de l'alimentation ou du signal porté par le câble). En particulier, les automates associés à chacune des MMRIC sont distincts ;
- font appel à des opérateurs différents.

Tout automate programmable de sécurité (APS) commun à plusieurs MMRIS valorisées sur un même scénario d'accident doit comporter des caractéristiques permettant de s'assurer :

- que la défaillance d'un élément de la boucle de traitement d'une MMRIS (carte d'acquisition, module de traitement, carte de sortie, transmission, alimentation...) ne remet pas en cause le fonctionnement des autres MMRIS (APS disposant d'une carte d'acquisition et d'une carte de sortie spécifiques à chaque MMRIS et module de traitement redondant) ;
- que les défaillances d'un élément de la boucle de traitement d'une MMRIS (carte d'acquisition, module de traitement, carte de sortie, transmission, alimentation...) sont détectées ou conduisent automatiquement à une mise en repli (position de sécurité) et que les réparations peuvent être réalisées dans un délai défini sans remettre en cause la fonction de sécurité assurée par les autres MMRIS (soit parce que les réparations peuvent être réalisées sans remettre en cause le fonctionnement des autres MMRIS soit parce que le potentiel de danger est supprimé) ;
- que la programmation de chaque fonction assurée par les MMRIS est rendue distincte (programme séparé, page de configuration séparée...) ;
- que sur défaut général de l'automate (pertes d'alimentations électriques, ruptures de câbles...), la mise en repli (position de sécurité) est assurée (sécurité positive / fail safe) ;
- que la somme des NC retenus pour ces MMRIS est inférieure ou égale au NC de l'automate ;
- qu'il existe un facteur minimum de 10 entre le produit des probabilités de défaillance des MMRIS et la probabilité de défaillance dangereuse de l'APS commun.

ARTICLE 6.9.5. PLAN D'OPÉRATION INTERNE

L'exploitant élabore un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le P.O.I définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en œuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.

Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.

Il est réexaminé et mis à jour au moins une fois tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet par l'exploitant, avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation, à la suite des mutations de personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan.

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I., jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours externe par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de

protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et, s'il existe, au Plan Particulier d'Intervention (P.P.I).

Le P.O.I. est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.

Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :

- en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité départementale et service Risques) au format papier. Une version électronique et opérationnelle du P.O.I est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ;
- au SDIS qui précisera le nombre d'exemplaires à transmettre en fonction des nécessités opérationnelles,
- à la Préfecture.

À chaque nouvelle version du P.O.I, le personnel travaillant dans l'établissement, y compris le personnel sous-traitant est consulté dans le cadre du CHSCT, s'il existe. L'avis du CHSCT est joint à l'envoi du P.O.I à la DREAL.

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du P.O.I. ; cela inclut notamment :
- l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
- la formation du personnel intervenant,
- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (révision ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du P.O.I., qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du P.O.I. en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I. Ces exercices incluent les installations classées voisines susceptibles d'être impactées par un accident majeur.

Leur fréquence est a minima annuelle. L'inspection des installations classées et le service départemental d'incendie et de secours sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.

Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.9.6. MESURES DES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

L'établissement dispose des matériels nécessaires pour la mesure de la vitesse, de la direction du vent et de la température. Leurs informations sont reportées au poste de garde. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.

Des manches à air éclairées sont implantées sur le site. Elles doivent être implantées de manière à ce que, à partir de n'importe quel point du site, il soit possible d'en voir une.

TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 7.1 - PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

Les installations dont l'autorisation initiale a été délivrée avant le 1^{er} juillet 2005 ou le 1^{er} juillet 2014, sont tenues de respecter les dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 précité, selon les modalités définies à son article 1^{er}.

Les installations de refroidissement sont vidangées, nettoyées et désinfectées :

- avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé ;
- et en tout état de cause au moins une fois par an.

CHAPITRE 7.2 BIOGAZ

ARTICLE 7.2.1. CONCEPTION

La mise en place, le fonctionnement et l'entretien du dispositif de collecte et de traitement du biogaz produit par l'unité de méthanisation doivent garantir l'absence de diffusion du biogaz à l'extérieur de l'installation et susceptible d'incommoder le voisinage. Les unités sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

Avant introduction dans les installations de combustion, le biogaz transite via une unité de désulfuration dont la mise en service intervient avant le 1^{er} janvier 2022.

ARTICLE 7.2.2. TEMPÉRATURE

En cas de destruction par torchère, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. Les enregistrements de ces mesures en continu doivent être conservés pendant une durée d'au moins trois ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.3. REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

Les valeurs limites d'émission à respecter sont définies au titre 3.

ARTICLE 7.2.4. VALORISATION ÉNERGETIQUE

Le biogaz est valorisé au sein d'une chaudière. L'exploitant calcule annuellement le taux de valorisation annuel de l'énergie récupérée. Celui-ci est défini comme le rapport de l'énergie valorisée annuellement sur l'énergie sortie chaudière produite annuellement. Est considérée valorisée l'énergie produite par l'installation et effectivement consommée.

Le biogaz est détruit par torchère en cas de surplus ou de panne de l'unité de valorisation, dans les mêmes conditions définies au présent chapitre.

CHAPITRE 7.3 FABRICATION DU SUCRE ET FOUR DE FABRICATION D'ANHYDRIDE SULFUREUX

ARTICLE 7.3.1. LOCAL DE SULFITATION DES JUS SUCRÉ

Le local sera ventilé énergiquement et principalement en partie basse, compte tenu de la densité de l'anhydride sulfureux.

L'utilisation de l'anhydride sulfureux se fera à l'intérieur des appareils clos et maintenus constamment étanches.

La canalisation de distribution d'anhydride sulfureux correctement identifiée, devra comporter, au minimum :

- ⇒ un clapet anti-retour
- ⇒ une vanne barrage manuelle ; cette vanne sera placée à l'extérieur dudit atelier, facilement accessible en toute circonstance, correctement identifiée et son sens de fermeture sera indiqué.

Ces dispositifs seront dédoublés.

Elle sera conçue en matériaux résistant à la nature corrosive en présence d'acide sulfureux et ayant une épaisseur suffisante.

Le débit de soufre est limité à 42 kg/h maximum (36 kg /h en moyenne).

Le personnel appelé à intervenir sera averti du danger présenté et devra disposer d'au moins deux appareils respiratoires autonomes ainsi que des gants et des lunettes de sécurité. Par ailleurs, des consignes pour le cas de sinistre seront affichées bien en évidence en des endroits judicieusement choisis.

Il sera procédé à des dosages d'atmosphère ; les fuites pourront être détectées au moyen d'ammoniaque (éponge imbibée de solutions aqueuse d'ammoniac par exemple).

ARTICLE 7.3.2. AMÉNAGEMENT

Le four de fabrication d'anhydride sulfureux naturellement ventilé est implanté sous simple abri (local ouvert au moins sur une des six faces).

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- Murs et plancher coupe feu de degré 2 heures,
- Couverture incombustible,
- Portes intérieures coupe feu de degré ½ heure et munies de ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- Porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré ½ heure,
- Matériau de classe M0,
- Sols imperméables et incombustibles.

Le soufre est introduit dans le four d'oxydation uniquement sous forme de paillettes ou de granulés et les différentes parties métalliques de l'atelier de fabrication du soufre, de la trémie de chargement du four à soufre et de ce dernier seront reliées entre elles par une liaison équipotentielle et reliées à la terre.

Le four de fusion de soufre sera associé à une cuvette de rétention étanche susceptible de recueillir intégralement le soufre liquide en cas de déversement accidentel.

Les systèmes de contrôle et de mise en sécurité du four sont indépendants des systèmes de conduite. Les modes communs de défaillance sont efficacement prévenus.

ARTICLE 7.3.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION ET DE SÉCURITÉ

Des consignes écrites de sécurité sont établies et indiquent notamment :

- * les procédures d'urgence et de mise en sécurité du four et de ses annexes,
- * les mesures à prendre en cas de pollution accidentelle,
- * les numéros d'alerte avec les numéros de téléphone utiles.

Des consignes écrites d'exploitation sont élaborées et portent notamment sur :

- * les modes opératoires,
- * la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions générées,
- * les instructions de maintenance et de nettoyage,
- * la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone utiles ;

Les consignes d'exploitation et de sécurité sont affichées et visibles à proximité de l'installation concernée.

ARTICLE 7.3.4. SURVEILLANCE CONTINUE DE L'ÉMISSION DES EFFLUENTS GAZEUX

La concentration de SO_2 est mesurée en permanence en sortie de l'évent du sulfiteur. Tout dépassement du seuil fixé à 120 mg/Nm^3 entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et lumineuse. En cas d'atteinte d'un second seuil fixé à 150 mg/Nm^3 , le four est mis automatiquement en sécurité.

Les enregistrements seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées durant 2 ans au minimum.

Le site dispose d'appareils respiratoires autonomes efficaces en nombre suffisant, maintenus toujours en bon état et dans un endroit d'accès facile. Le personnel est familiarisé avec l'emploi et le port de ces appareils.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'introduction accidentelle d'eau ou d'humidité dans le four et son refroidisseur de manière à annihiler toute corrosion notamment en intercampagne betteravière.

ARTICLE 7.3.5. STOCKAGE DU SOUFRE DANS UN ENTREPÔT COUVERT

Le soufre sous forme de paillettes ou de granulés est stocké dans un entrepôt couvert et sous emballages hermétiques. L'introduction de tout "feu nu" est interdit dans cet entrepôt, sauf en cas de délivrance d'un "permis de feu".

L'entrepôt sera protégé contre la foudre conformément aux dispositions ministérielles en vigueur.

Toutes dispositions sont prises dans la conception des installations afin d'éviter la mise en présence de matières incompatibles, susceptibles notamment de provoquer des réactions exothermiques, violentes ou de conduire à la formation de substances toxiques.

ARTICLE 7.3.6. RESIDUS ET SOUS-PRODUITS DE FABRICATION DU SUCRE

Le transport et le stockage des résidus calco-carboniques s'effectuent à sec sur une aire étanche munie d'un point bas où les eaux d'égouttage sont récupérées et dirigées vers le bassin de stockage des eaux résiduaires.

Les pulpes pressées et déshydratées sont stockées sous abri.

Les herbes recueillies au niveau des lavoirs sont broyées, pressées et envoyées en mélange avec les pulpes destinées à être séchées. Les radicelles sont recyclées avec les cossettes.

La mélasse est destinée à la fabrication du « moût » pour la fermentation alcoolique ; un autre procédé de recyclage équivalent pourra être accepté. Le réservoir aérien de mélange est logé à l'intérieur d'une cuvette de rétention étanche, résistante et offrant une capacité utile conforme aux dispositions du titre 7.

CHAPITRE 7.4 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

ARTICLE 7.4.1. CONSIGNES DE SECURITE

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des alarmes associées aux installations de combustion. Toutes ces alarmes sont reportées en salle de contrôle.

L'arrêt est automatiquement déclenché par les éléments suivants :

- arrêt d'urgence par bouton poussoir présent en salle de commande et localement,
- sécurité d'absence de détection de flamme pilote,
- sécurité de teneur élevée en oxygène,
- sécurité de pression haute dans la chaudière,
- sécurité de pression basse sur l'alimentation en gaz naturel.

Le déclenchement d'une des sécurités coupe l'alimentation en gaz de la chaudière.

Les opérations à effectuer lors des phases transitoires sont décrites points par points par procédures écrites définies sous la responsabilité de l'exploitant.

CHAPITRE 7.5 - STOCKAGE DE PELLETS

ARTICLE 7.5.1. SURVEILLANCE ET FORMATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

ARTICLE 7.5.2. CONSIGNES DE SECURITE

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

ARTICLE 7.5.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'atelier doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

ARTICLE 7.5.4. SURVEILLANCE DE L'AUTO-ÉCHAUFFEMENT

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions de stockage des produits (durée, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux installations.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

CHAPITRE 7.6 - UNITE DE FERMENTATION, DISTILLATION, DESHYDRATATION ET RECTIFICATION

NB : le chapitre s'applique aux unités de production d'alcool à base de betterave ou de blé telles que définies à l'article 1.2.3

ARTICLE 7.6.1. MESURES GÉNÉRALES

Les colonnes de distillation, déshydratation et rectification sont protégées des phénomènes de surpression par au moins une soupape.

Les colonnes de distillation sont équipées d'alarme de pression haute et de température haute en haut et en bas de colonne retransmis en salle de contrôle.

La colonne de déshydratation est équipée d'alarme de pression haute, de température haute et de niveau bas.

Les colonnes susceptibles de fonctionner sous vide sont dimensionnées au vide absolu ou sont munies d'un casse-vide.

Toutes précautions seront retenues contre les effets des courants de circulation et l'électricité statique.

Les parties métalliques devront être reliées électriquement entre elles.

L'ensemble des secteurs 'fabrication' est sur rétention.

Les unités de production d'alcool base betterave sont équipées :

- des 7 rideaux d'eau fixes d'atténuation assurant l'atténuation du flux thermique en cas de feu voisin avec un débit minimal de 15 l/mn/mètre linéaire,
- de 5 canons fixes à mousse

Les unités de production d'alcool base blé sont équipées :

- d'un ensemble de rideaux d'eau fixes d'atténuation assurant l'atténuation du flux thermique en cas de feu voisin avec un débit minimal de 15 l/mn/mètre linéaire,
- d'un ensemble de canons fixes à mousse permettant d'atteindre tout point des unités par au moins 2 canons.

Les zones de fabrication sont couvertes par un réseau de détecteurs d'alcool et flamme conformément au chapitre 8.9.

ARTICLE 7.6.2. LAVEURS DE CHEMINÉES

Les événements des unités de production sont collectés et les effluents gazeux traités avant rejet. Les paramètres de fonctionnement des unités de traitement des effluents sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 7.7 - ZONES DE CHARGEMENT ET DE DECHARGEMENT D'ALCOOL

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011 relatif aux installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 1434-2 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 7.7.1. MESURES GÉNÉRALES

Toutes précautions seront retenues contre les effets des courants de circulation, l'électricité statique et contre les tamponnements accidentels.

Les citernes routières et ferroviaires devront être reliées électriquement chacune à leur châssis respectif et aux installations fixes, mises elles-mêmes à la terre avant toute opération de transfert. La continuité électrique peut être assurée par le flexible lui-même s'il possède les qualités requises de conduction électrique. Pour les wagons-citernes, on considérera la continuité assurée par le rail.

Pendant la durée des opérations, des dispositions seront prises pour arrêter le pompage en cas de nécessité. Ces opérations seront effectuées sous le commandement du responsable désigné pour chaque dépôt. Ce dernier ou son préposé devra contrôler en permanence les transferts.

Toutes dispositions seront adoptées pour que la fermeture éventuelle des vannes ne puisse provoquer l'éclatement des tuyauteries ou de leurs joints.

Un extincteur sur roues de 100 kg (ou 2 de 50 kg chacun) pour feux d'alcool sera présent durant les opérations de transfert.

Aucune opération de jaugeage ou de prise d'échantillon ne sera effectuée sur les citernes dont les produits sont en cours de transfert ; une consigne de l'établissement fixera les conditions d'exécution de ces manipulations et notamment la durée de l'attente après la fin de remplissage.

La mise en marche des pompes de transfert de liquides inflammables ne sera techniquement possible que dans la mesure où la liaison équipotentielle entre installations fixes et citernes aura été établie préalablement.

La liaison équipotentielle ne doit être interrompue que lorsque :

- les vannes du poste de chargement et les dômes du véhicule sont fermés dans le cas de remplissage par le dôme,
- toutes les opérations de débranchement sont effectuées et les bouchons de raccords remis en place, dans le cas de remplissage en source.

ARTICLE 7.7.2. MESURES SPÉCIFIQUES À LA ZONE DEDIEE AUX CITERNES ROUTIÈRES

Le chauffeur amènera son véhicule en position de chargement ou de déchargement, de telle sorte qu'il puisse repartir sans manœuvre.

Il devra dès la mise en place :

- serrer le frein à main ou immobiliser le véhicule à l'aide de cales facilement escamotables, placer le levier de vitesses au point mort,
- arrêter le moteur du véhicule,
- couper l'éclairage du véhicule et le circuit de batteries,
- établir la liste équipotentielle avec l'installation fixe, puis procéder aux opérations de déchargement.

En cas de déchargement par pompe, le moteur qui entraîne celle-ci ne sera mis en marche qu'après branchement des flexibles.

La zone de chargement est reliée à une rétention déportée permettant de recueillir l'équivalent de deux camions citernes.

Il est interdit de procéder sur le véhicule citerne ou sur son moteur à des interventions telles que nettoyage ou réparations durant les opérations de chargement ou de déchargement.

Pour les citernes routières compartimentées, le préposé au chargement devra avoir pour consigne de rester le moins longtemps possible près du dôme du compartiment en cours de chargement.

La zone est protégée par un système de sprinkler eau ou mousse ou tout autre dispositif équivalent et par un canon mousse à balayage automatique de 2500 L/mn. Ces dispositifs sont à commande automatique sur détection feu et manuelle en un point judicieusement choisi.

ARTICLE 7.7.3. MESURES SPECIFIQUES À LA ZONE DEDIEE AUX WAGONS CITERNES

Les wagons seront immobilisés par des sabots.

Toutes les longueurs d'un rail au moins desservant un poste de chargement, doivent être reliées et connectées à la charpente de ce poste, aux canalisations de chargement et à la mise à la terre.

Le tamponnement accidentel de wagons-citernes en cours de chargement par d'autres wagons ou engins doit être rendu matériellement impossible par des dispositifs de sécurité appropriés.

Le chargement d'alcool éthylique des wagons-citernes se fera automatiquement -par compteur à prédétermination par exemple- de sorte que le préposé au chargement ne reste pas en permanence près du dôme de la citerne ; dans ces conditions, le chargement simultané de plusieurs compartiments de citerne sera autorisé.

Un canon-mousse à balayage automatique de 2500 l/mn minimum est judicieusement placé afin qu'il puisse intervenir sur toute la longueur du wagon en chargement. Ce dispositif est à commande automatique sur détection feu ou manuelle en un point judicieusement choisi.

L'aire de chargement est reliée à une rétention déportée de 110 m³ et équipée d'une installation déluge pour la protection incendie. Cet équipement est raccordé au réseau 'alcool sud'. L'aire est sous détection de vapeur d'alcool et de flamme asservissant le déclenchement automatique des moyens d'extinction.

La canalisation qui raccorde l'aire de chargement et la fosse déportée est dimensionnée pour permettre le bon écoulement d'un débit de 150 m³/h. La fosse déportée doit pouvoir être atteinte par un canon fixe ou un autre dispositif fixe de lutte contre l'incendie.

La fosse déportée est équipée d'un détecteur de fuite.

CHAPITRE 7.8 - STOCKAGES D'ALCOOL ETHYLIQUE

Sauf mention contraire les articles du présent chapitre s'appliquent à l'ensemble des stockages d'alcool éthylique.

ARTICLE 7.8.1. RÈGLES D'AMÉNAGEMENT

- a) Les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.
- b) Une voie d'accès permet aux véhicules d'intervention d'intervenir sur la totalité de la périphérie des dépôts de liquides inflammables
- c) Chaque bac sera construit en acier soudable et équipé :
 - d'un système de niveau avec deux alarmes 'haut' et 'très haut' permettant :
 - niveau haut : arrêt la pompe de transfert avec report d'une alarme en salle de contrôle
 - niveau très haut : alarme générale et mise en sécurité des installations et fermeture des vannes.
 - d'une vanne dite de pied de bac de type sécurité feu à commande automatique et manuelle et à sécurité positive ;
 - d'un système de jaugeage en continu (différent du système mentionné ci-dessus) qui permet de détecter en salle de contrôle les variations intempestives de niveau et les défauts de cohérence (entre débit de transferts et variations de niveau des bacs) lors des phases de transferts de produits. Ce système de surveillance en continu déclenchera une alarme identifiant l'équipement en cause, sa localisation géographique et la nature du défaut.
- d) Les bacs sont inertés à l'azote.
- e) Le circuit d'inertage à l'azote fait l'objet d'une mesure en continu de la teneur en oxygène et du débit. En cas de dépassement d'un seuil haut, une alarme est reportée en salle de commande. L'exploitant sera en mesure de justifier des seuils retenus dans l'objectif de détecter toute anomalie de fourniture sur le circuit azote. Le débit de production d'azote est dimensionné pour faire face au soutirage d'alcool maximal possible.
- f) Les soupapes de respiration au sommet des bacs devront permettre d'évacuer l'excès de pression ou d'éviter la formation du vide dans le bac. Le cas échéant selon les conclusions de l'étude foudre, ces soupapes seront équipées d'arrête-flamme. Les événements sont conformes aux dispositions en vigueur.
- g) Les bacs des cuvettes R2 et R3 du dépôt sud, tels que définis à l'article 1.2.3 sont équipés de dispositifs rendant physiquement impossibles les phénomènes de pressurisation des bacs de liquides inflammables. Le dimensionnement des événements est réalisé conformément aux formules de calcul figurant en page 28 et 29 de l'annexe I de la circulaire du 23 juillet 2007 en utilisant une pression de design des bacs égale à 25 mbar (données constructeur fournies par l'exploitant pour l'ensemble des bacs concernés).
- h) Les dispositifs évoqués à l'alinéa g) figurent à la liste mentionnée à l'article 7.4.1.

ARTICLE 7.8.2. CUVETTES DE RETENTION

- a) Les murets des rétentions sont étanches et doivent résister au choc d'une vague provenant de la rupture d'un réservoir. Ils sont stables au feu d'une durée de 6 heures.
- b) La vitesse de pénétration des liquides au travers de la couche étanche est au maximum de 10^{-4} m/s. Cette dernière a une épaisseur minimale de 2 cm. Si des canalisations traversent les murets de la rétention, l'étanchéité doit être assurée par des dispositifs répondant aux critères fixés ci-dessus.
- c) Le volume des cuvettes de rétention est dimensionné conformément au titre 7.
- d) La superficie des cuvettes de rétention est conforme aux données du dossier d'autorisation.

CHAPITRE 7.9 - DÉTECTEURS DE VAPEURS D'ALCOOL ET DÉTECTEURS DE FLAMMES

ARTICLE 7.9.1. EMPLACEMENT

Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pompieries, caniveaux, point bas de cuvette de rétention des stockages, cuvettes spécifiques aux pompes, zones de chargement et déchargement...) sont équipées de détecteurs de vapeurs d'alcool avec report d'alarme en salle de contrôle.

ARTICLE 7.9.2. SEUILS

Les détecteurs de vapeurs d'alcool sont réglés sur deux seuils d'alarme.

Le franchissement du **premier seuil**, déclenche au moins une alarme en salle de contrôle et une identification du (ou des) capteur(s) concerné(s) sur le pupitre de repérage, de manière à informer le personnel de tout incident.

Le franchissement du **deuxième seuil**, entraîne, en outre, au moins :

- le déclenchement d'une alarme en salle de contrôle ;
- le déclenchement d'une alarme à proximité et d'une lampe à éclat ;
- après analyse rapide de la situation, le déclenchement manuel éventuel d'une sirène d'évacuation et la mise en sécurité de l'installation et les actions appropriées telles que fermeture de vanne, arrêts de pompes selon une consigne écrite, mise en service des installations d'extinction incendie ou de refroidissement,...

Quel que soit le seuil franchi, la recherche de la cause de l'alarme par le personnel s'effectue dans le cadre des consignes établies par l'exploitant.

À l'exception du cas où la sécurité des personnes ou de l'environnement serait compromise, la remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une alarme gaz ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par le directeur de l'établissement ou une personne déléguée à cet effet.

Tout incident ayant entraîné le dépassement du deuxième seuil d'alarme gaz donnera lieu à un compte rendu écrit, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les zones où sont susceptibles de survenir un feu sont équipées de détecteurs de flamme.

CHAPITRE 7.10 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

ARTICLE 7.10.1. RÉSEAU INCENDIE – CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Le réseau d'eau incendie sera maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante.

ARTICLE 7.10.2. BOUCHES OU POTEAUX INCENDIE

Le réseau d'eau est équipé de bouches ou de poteaux d'incendie normalisés incongelables de diamètre 100 mm ou 2 x 100 mm.

ARTICLE 7.10.3. DISPOSITIFS D'ARROSAGE OU DE DÉVERSEMENT DE MOUSSE

Les couronnes d'arrosage fixes des bacs doivent permettre tant l'arrosage à l'eau que le déversement de la solution moussante. Elles sont sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion, elles sont de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur des cuvettes.

Des dispositions techniques devront être prises pour obtenir une application douce de la mousse sur les cuvettes en feu.

Notamment, l'application de mousse autour du bac concerné s'opérera au moyen a minima :

- ♦ de déversoirs disposés en périphérie de la cuvette,
- ♦ d'un dispositif d'application de mousse fixé sur la virole du bac.

Ces dispositifs seront disposés de telle sorte que la totalité de la surface de la cuvette puisse être couverte sans que la mousse ait à parcourir plus de 20 m à la surface de liquide.

ARTICLE 7.10.4. RESSOURCES EN EAU ET EN EMULSEURS

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 4500 m³ avec ré-alimentation ;
- un réseau fixe, éventuellement constitué de plusieurs réseaux interconnectables, d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par la réserve précitée ou par pompage dans la rivière Oise et comprenant au moins :
 - deux pompes incendie comportant au minimum :
 - pompe Ouest : 2 motopompes thermiques de débit unitaire 640 m³/h avec une pression en sortie de 12 bars minimum associés à trois réserves d'émulseurs de 2x10 m³ et 1x6 m³ ;
 - pompe Sud : 2 motopompes thermiques de débit unitaire 600 m³/h – 10 bars associées à une réserve de 8 m³ et une de 3 m³.
 - des prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours.
 - des canons fixes orientables au niveau des unités de production, de chargement et de chargement-déchargement.
 - de déversoirs et de moyens déluge au niveau des stockages.

Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

- des quantités d'émulseur de 50 m³ minimum (émulseur utilisé en mélange à 3 % dans l'eau) ; dans tous les cas les émulseurs stockés sur site seront des agents filmogènes de classe I, conformément aux normes en vigueur, et le site ne disposera que d'une seule catégorie d'émulseur ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des moyens de lutte mobiles comprenant au minimum un fourgon pompe tonne, des lances incendie, des canons et des tuyaux en nombre suffisant.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et incongelable. Il comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Les groupes de pompage sont

spécifiques au réseau incendie.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.

L'établissement s'assure que les moyens de pompage sont adaptés au niveau le plus bas connu de la rivière Oise.

ARTICLE 7.10.5. CARACTÉRISTIQUES DES RÉSERVES EN ÉMULSEURS

L'ensemble de l'émulseur disponible sur le site sera pour les feux de liquides polaires de classe I de type 1P fluoropolydol.

L'exploitant prendra les mesures techniques et de formation du personnel nécessaires afin que cet émulseur soit utilisé dans de bonnes conditions.

La réserve en émulseur pour les canons est disponible en conteneurs de 1 000 litres minimum dont les emplacements sont étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens.

La réserve en émulseur pour réapprovisionner les cuves fixes est disponible en conteneurs de 200 litres minimum dont les emplacements sont étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens.

L'exploitant dispose des équipements nécessaires pour le transbordement.

ARTICLE 7.10.6. AIRES D'ASPIRATION

Deux aires d'aspiration en bordure de la rivière Oise doivent avoir une largeur utile de 18 mètres minimum et être stabilisées pour permettre le stationnement de véhicules ayant un PTAC (poids total autorisé en charge) de 13T. Cette disposition permet de mettre simultanément 8 fourgons-pompe-tonne en aspiration directement dans la rivière Oise ou douze moto-pompes-remorquables. Elles doivent notamment présenter les aménagements suivants :

- Un muret d'une hauteur de 20 cm le long de la rivière Oise et de part et d'autre (guidage de l'engin) de l'aire ;
- Le garde-corps prévu doit permettre le passage aisé des tuyaux d'aspiration ;
- Une pente douce en forme de caniveau (2cm/m) afin d'évacuer l'eau sur la plate-forme ;
- La hauteur entre le sol de l'aire d'aspiration et le niveau de la surface de l'eau doit être égale ou inférieure à 5m dans le cas le plus défavorable ;
- L'éclairage nocturne est adapté et secouru en cas de coupure électrique du site,

Dans la mesure du possible, l'exploitant dispose également d'une aire d'aspiration dans le canal à proximité de l'unité de fabrication d'alcool à base de betterave.

CHAPITRE 7.11 - CANALISATIONS DE TRANSPORT D'ALCOOL

ARTICLE 7.11.1. MESURES TECHNIQUES

Les canalisations transportant des liquides inflammables sont métalliques, installées à l'abri des chocs et doivent donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

En dehors des opérations de chargement et déchargement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage ou de soutirage est fermé par un obturateur étanche.

Les brides sont situées au-dessus de zones sur rétention. En dehors de ces zones les tuyauteries sont soudées.

Les pompes de transfert d'alcool sont situées à l'intérieur de cuvettes de rétention.

ARTICLE 7.11.2. DOUBLE ENVELOPPE

Les portions de canalisation d'alcool traversant un cours d'eau (petite rivière de Neuville, canal de la Sambre à la rivière Oise, la rivière Oise) sont protégées par une double enveloppe équipée d'un détecteur d'alcool. En cas de détection d'alcool, le dispositif de transfert d'alcool sera mis en sécurité.

CHAPITRE 7.12 - STOCKAGE DU FORMOL

ARTICLE 7.12.1. MOYENS D'ABATTAGE

Les cuves de stockage de formol sont placées sur une rétention déportée et couverte.

Les événements de respiration des cuves de stockage sont reliés à une colonne d'abattage du formol.

CHAPITRE 7.13 - STOCKAGE DE PRODUITS POLLUANTS

ARTICLE 7.13.1. CAPACITÉ DE RÉTENTION

Toute capacité contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associée à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés

Sont notamment concernés les produits chimiques, les effluents de process, les produits finis ou intermédiaires, égouts pauvres de 2^{ème} jet, acide contenu dans les batteries, les produits pétroliers, ...

CHAPITRE 7.14 - EPANDAGE

ARTICLE 7.14.1. CARACTERISTIQUES DES BOUES ET VOLUME EPANDU

Les boues destinées à l'épandage agricole sont celles générées par la station d'épuration des eaux résiduelles de l'usine de TEREOS. Aucun autre déchet ne pourra être incorporé à celles-ci en vue d'être épandu.

Les boues, exclusivement solides, sont obtenues après déshydratation et adjonction de chaux éteinte et d'électrolytes minéraux. Ces dernières sont telle que, entreposées sur une hauteur de 1 mètre, elles forment une pente au moins égale à 30°.

La siccité annuelle est comprise entre 32 et 42 % en moyenne.

Le volume annuel de boues épandu ne dépasse pas 8000 tonnes de boues brutes.

La nature, les caractéristiques et les quantités de boues destinées à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

ARTICLE 7.14.2. PLAN D'EPANDAGE

Le plan d'épandage autorisé représente une superficie de 3752.15 ha dont 3591.09 ha aptes à l'épandage, répartis sur 27 communes situées dans le département de l'Aisne.

Trois classes à l'épandage ont été définies :

- **Classe 0** : 161.06 ha (Epandage et stockage de boues interdit)
- **Classe 1** : 348.51 ha (Epandage possible à la dose agronomique en période de déficit hydrique sous respect des prescriptions du programme d'action départemental)
- **Classe 2** : 3242.58 ha (Epandage possible à la dose agronomique sans restriction particulière à l'exception des prescriptions du programme d'action départemental)

Les communes incluses dans le plan d'épandage figurent en annexe 2a au présent arrêté. La liste exhaustive des parcelles épandables (classes d'aptitude 1 et 2) et exclues du plan d'épandage (classe d'aptitude 0) figure en annexe 2b.

ARTICLE 7.14.3. INNOCUITE DES BOUES

Le pH des boues est compris entre 8 et 13, du fait du chaulage.

Les teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les boues ne dépassent pas les valeurs limites suivantes.

Éléments traces métalliques

- Cadmium	1.5 mg / kg MS
- Chrome.....	150 mg / kg MS
- Cuivre.....	150 mg / kg MS
- Mercure.....	1.5 mg / kg MS
- Nickel.....	30 mg / kg MS
- Plomb.....	120 mg / kg MS
- Zinc.....	450 mg / kg MS
- Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc.....	600 mg / kg MS

Composés traces organiques

- Total des 7 principaux PCB*	0.16 mg / kg MS
- Fluoranthène.....	1 mg / kg MS
- Benzo (b) fluoranthène.....	0.5 mg / kg MS
- Benzo (a) pyrène.....	0.4 mg / kg MS

*(PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180)

ARTICLE 7.14.4. QUANTITES MAXIMALES A EPANDRE

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tout apports confondus,
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les boues et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables dans les boues à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

La dose d'apport à l'hectare exprimée en produit brut ne dépasse pas 20 tonnes.

La dose finale retenue pour les boues est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.

Azote

La dose d'épandage est telle que les apports azotés sous forme organique ne dépassent pas 170 kg / ha / an à la parcelle.

En outre, les apports sous formes organiques et minérales (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs mentionnées ci-dessous. Ces plafonds azotés sont à respecter en moyenne sur chacune des exploitations agricoles incluses dans le plan d'épandage.

- 200 kg / ha / an
- 170 kg / ha / an (pour l'azote organique uniquement)

Éléments traces métalliques et composés traces organiques

Les flux cumulés sur une durée de 10 ans apportés par les boues ne dépassent pas les valeurs limites suivantes pour les composés définis ci-après.

Éléments		Flux cumulés apportés au sol sur 10 an
Métalliques (g / m ²)	Cadmium	0.003
	Chrome	0.30
	Cuivre	0.30
	Mercurure	0.003
	Nickel	0.06
	Plomb	0.23
	Zinc	0.86
	Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc	1.15
Organiques (mg/m ²)	Total des 7 principaux PCB*	0.30
	Fluoranthène	1.9
	Benzo (b) fluoranthène	1
	Benzo (a) pyrène	0.8

*(PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180)

ARTICLE 7.14.5. ELEMENTS TRACES METALLIQUES DANS LES SOLS

Les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols sont inférieures aux valeurs limites suivantes.

Éléments traces métalliques	Teneurs maximales autorisées (mg / kg MS)
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercurure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300

ARTICLE 7.14.6. MODES D'EPANDAGE

L'épandage est réalisé exclusivement sur terres labourables. Les boues sont épandues principalement sur chaumes de céréales entre juillet et fin octobre.

Fréquence de retour

La fréquence de retour d'un épandage sur une même parcelle est au minimum de 4 ans.

Périodes d'épandages

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture,
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide,
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque éco-toxicologique,
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

L'épandage est réalisé hors :

- des périodes de forte pluviosité,
- des périodes où il existe un risque d'inondation.

Stockage des boues

Le stockage des boues est réalisé conformément à l'article 8.14.7 du présent arrêté.

Prévention des risques et des nuisances

L'ensemble des opérations de transport, de dépôt, de reprise et d'épandage des boues sont réalisées par des sociétés spécialisées et compétentes. Des protocoles de sécurité sont élaborés avec ces dernières.

Pendant toute la période d'épandage, des personnes nommément désignées par l'exploitant, sont chargées de veiller au bon déroulement des opérations et d'intervenir en cas d'incidents, de dérives ou de plaintes. Elles veillent notamment au respect des distances d'éloignement définies à l'article 8.14.9 du présent arrêté.

Des précautions sont prises lors du transport des boues en vue de limiter au maximum les nuisances olfactives et les dépôts sur les chaussées.

Le matériel employé pour le transport et l'épandage est adapté en fonction de la nature physique des boues, de la quantité à épandre et de la situation agricole locale.

Le matériel d'épandage permet une répartition des boues la plus homogène possible afin de respecter la dose prévue.

Lors de l'épandage, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- Homogénéisation du chargement
- Optimisation des recouvrements
- Maîtrise de la dose épandue
- Emploi de pneumatiques larges pour éviter le tassement et le compactage du sol

Les analyses des boues portant sur les éléments traces métalliques et les composés traces organiques sont réalisées dans un délai tel que les résultats d'analyses soient connus avant réalisation de l'épandage. Les analyses portant sur la valeur agronomique sont réalisées dans un délai le plus bref possible avant épandage et tel que les résultats d'analyses soient connus avant réalisation de l'épandage.

Après épandage, les boues sont enfouies au plus tard sous 48 heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation.

En cas de nuisances olfactives, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que cessent ces nuisances.

ARTICLE 7.14.7. DISPOSITIFS D'ENTREPOSAGE ET DEPOTS TEMPORAIRES

Les dispositifs permanents d'entreposage de boues sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable.

Ils doivent être étanches et aménagés de sorte à ne pas constituer une source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, ni entraîner une pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès au tiers non autorisés.

Le dépôt temporaire de boues, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement est autorisé sous réserve du respect simultané des conditions suivantes :

- les boues sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieure à 48 heures,
- toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines,
- le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies par l'article 8.14.9 du présent arrêté à l'exception de la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée,
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée,
- la durée maximale est la plus courte possible et ne dépasse pas 9 mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de 3 ans,
- le pancartage des tas stockés en bout de champ (avec mention de l'origine de la boue et un numéro de téléphone de contact) est mis en place.

ARTICLE 7.14.8. INTERDICTIONS D'EPANDAGE

L'épandage des boues est interdit :

- en dehors des terres régulièrement travaillées,
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes,
- sur les parcelles de classe d'aptitude 0,
- dans les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable,
- sur prairies, cultures fourragères, légumineuses, cultures maraîchères ou fruitières,
- sur des parcelles recevant un déchet urbain ou industriel soumis à un plan d'épandage,
- sur des parcelles épandues la même année par un effluent ou déchet organique.

Les boues ne peuvent être épandues :

- si les teneurs en éléments traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites fixées à l'article 8.14.5 du présent arrêté,
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les boues excède les valeurs limites fixées à l'article 8.14.3 du présent arrêté,
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de 10 ans, apporté par les boues sur l'un des éléments ou composés indésirables, excède les valeurs limites du tableau de l'article 8.14.4 du présent arrêté.

Enfin, les boues ne doivent pas être épandues sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les 3 conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le pH du sol est supérieur à 5,
- la nature des boues peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6,

- le flux cumulé maximum des éléments traces métalliques apportés aux sols est inférieur aux valeurs limites du tableau de l'article 8.14.4 du présent arrêté.

ARTICLE 7.14.9. DISTANCES MINIMALES

L'épandage des boues respecte les distances minimales suivantes :

- puits, forage, sources, aqueducs transitant des eaux destinées à la consommation humaine en écoulements libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères :
 - 35 m si la pente du terrain est inférieure à 7 %
 - 100 m si la pente du terrain est supérieure à 7 %
- cours d'eau et plans d'eau :
 - 5 m des berges si la pente du terrain est inférieure à 7 % et si les déchets sont non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage
 - 35 m des berges si la pente du terrain est inférieure à 7 % (autres cas)
 - 100 m des berges si la pente du terrain est supérieure à 7% (déchets solides et stabilisés)
 - 200 m des berges si la pente du terrain est supérieure à 7% (déchets non solides et non stabilisés)
- lieux de baignade : 200 m
- sites d'aquaculture (piscicultures et zones conchylicoles) : 500 m
- habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissements recevant du public : 50 mètres ou 100 mètres si l'effluent est odorant.

ARTICLE 7.14.10. ANALYSES DES BOUES

Les boues font l'objet d'analyses annuelles. La nature et le nombre de ces analyses sont mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	Nombre annuel d'analyses minimal
Paramètres agronomiques : Mat sèche (MS) azote global (NGL) Mat org (MO) azote ammoniacal (NH ₄) PH phosphore total (P ₂ O ₅) Rapport Corg/Norg potassium total (K ₂ O) Calcium total (CaO) magnésium total (MgO)	20 **
Bore (B)	2
Eléments traces métalliques Cadmium (Cd) Chrome (Cr) Cuivre (Cu) Mercure (Hg) Nickel (Ni) Plomb (Pb) Zinc (Zn)	4
Composés traces organiques Total des 7 principaux PCB * Fluoranthène Benzo (b) fluoranthène Benzo (a) pyrène	2

* (PCB 28-52-101-118-138-153-180)

** Pour les paramètres agronomiques dont l'écart entre les valeurs des analyses (ramenées au taux de matière sèche) effectuées lors d'une année n est inférieur à 30 %, le nombre d'analyses minimal à effectuer lors de l'année n+1 est ramené à 10. Lorsque cette condition n'est plus respectée, la fréquence annuelle est de nouveau égale à 20.

La fréquence annuelle d'analyse pourra être modifiée sur demande de l'inspection des installations classées, au vu des résultats obtenus.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des boues sont celles fixées à l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

ARTICLE 7.14.11. ANALYSES DES SOLS

La société TEREOS réalise chaque année et avant épandage, une analyse des sols par parcelle agricole destinée à recevoir des boues dans l'année. Ces analyses portent sur les paramètres suivants :

- granulométrie,
- matière sèche,
- matière organique,
- pH, rapport C/N,
- azote global, azote ammoniacal (NH_4),
- P_2O_5 échangeable ; K_2O échangeable ; MgO échangeable ; CaO échangeable.

De même, un profil d'azote en sortie hiver est réalisé sur chaque parcelle ayant reçu des boues afin de connaître les reliquats d'azote minéral.

Les sols sont analysés sur chaque point de référence :

- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments traces métalliques à savoir le cadmium, le chrome, le cuivre, le mercure, le nickel, le plomb et le zinc.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont celles fixées à l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les points de référence mentionnés ci-dessus figurent en annexe 2c du présent arrêté et sont repérés par leurs coordonnées Lambert 2.

ARTICLE 7.14.12. CONTRAT D'EPANDAGE

La société TEREOS est liée à chaque exploitant agricole mettant ses terres à disposition, par un contrat d'épandage précisant a minima la liste des parcelles concernées par le plan d'épandage, la référence dudit arrêté (date + intitulé) ainsi que la durée du contrat. Il précise également l'engagement du producteur de boues à épandre, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Ce contrat mentionne l'engagement de l'exploitant agricole à s'assurer que les parcelles de son exploitation incluses dans le plan d'épandage de la société TEREOS ne recevront aucun autre déchet industriel ou urbain soumis à un plan d'épandage et qu'une même parcelle ne sera pas épandue la même année par des effluents ou déchets organiques.

La société TEREOS est également tenue d'établir un contrat avec le ou les prestataires en charge de l'opération d'épandage. Ce contrat spécifie l'obligation du prestataire à intervenir dans le respect des dispositions du présent arrêté et doit indiquer sa durée.

Un exemplaire de chacun des contrats est conservé par la société TEREOS.

La société TEREOS reste propriétaire et responsable des boues issues de son établissement jusqu'à leur élimination finale.

ARTICLE 7.14.13. PROGRAMME PREVISIONNEL

Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par les opérations d'épandage, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles,
- les analyses des sols visées à l'article 8.14.11 du présent arrêté, permettant la caractérisation de leur valeur agronomique,
- une caractérisation de la valeur agronomique des boues et les quantités prévisionnelles,
- les préconisations spécifiques d'utilisation des boues (calendrier et doses d'épandage par unité culturale,...),
- les périodes prévues de l'épandage,
- les contraintes particulières éventuelles,
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il est transmis au préfet de l'Aisne ainsi qu'à la Mission d'Utilisation Agricole des Déchets de l'Aisne (MUAD) avant le début de la campagne.

Toute modification au programme d'épandage doit être signalée à l'avance au préfet du département de l'Aisne.

ARTICLE 7.14.14. CAHIER D'EPANDAGE

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de boues produites dans l'année,
- les quantités de boues épandues par unité culturale,
- les dates d'épandage,
- les parcelles réceptrices et leur surface,
- les cultures pratiquées avant et après épandage,
- le respect des conditions météorologiques lors des épandages,
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues mentionnées aux articles 8.14.10 et 8.14.11 du présent arrêté, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation,
- les incidents éventuels,
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

La société TEREOS doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des boues produites (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

ARTICLE 7.14.15. BILAN ANNUEL

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- un bilan qualitatif et quantitatif des boues épandues incluant les résultats d'analyses,
- les parcelles réceptrices,
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale, les résultats des analyses des sols et les conseils de fertilisation complémentaire à apporter,
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent. Le parcellaire de référence comprendra a minima une parcelle par agriculteur utilisateur de boues,
- les conclusions de la campagne d'épandage par l'organisme chargé du suivi agronomique,
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Ce bilan fait l'objet d'une large diffusion de tous les éléments utiles auprès des exploitants agricoles concernés (présentation ou envoi d'une copie du bilan). Un exemplaire est adressé au préfet ainsi qu'à la MUAD.

ARTICLE 7.14.16. INFORMATION DES UTILISATEURS DE BOUES

L'exploitant délivre aux agriculteurs utilisateurs des boues les documents suivants :

- Après chaque épandage, une fiche apport établie pour chaque parcelle épandue cosignée entre TEREOS ou son délégataire et l'agriculteur concerné. Celle-ci comprend notamment les indications suivantes, date de l'épandage, code de la parcelle, surface et quantité épandue, dose d'épandage, cultures implantées avant et après épandage, quantités d'éléments fertilisants totaux et disponibles apportées à l'hectare,
- Les résultats des analyses de boues, sols et profils azotés,
- Les conseils relatifs à la fertilisation complémentaire à apporter après un épandage de boues.

L'exploitant informe les agriculteurs concernés de l'obligation de mettre en place une culture piège à nitrates et les conseille sur le choix de celle-ci.

ARTICLE 7.14.17. ZONES VULNERABLES

Les dispositions du programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole sont respectées. Le contenu de ce programme est précisé par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 7.15 - DENATURATION D'ALCOOLS

ARTICLE 7.15.1. DISPOSITIONS

Les prescriptions s'appliquent à la zone « dénaturation wagons » et « dénaturation citernes routières ».

ARTICLE 7.15.2. STOCKAGES VRACS

Les articles 8.8.1 et 8.8.2 s'appliquent aux cuves aériennes contenant des dénaturants classés liquides inflammables.

Outre, les prescriptions de l'article 8.8.2, chaque cuve possède sa propre rétention d'un volume utile de 40 m³. Les cuvettes de rétention associées aux réservoirs aériens de stockage de dénaturants disposent d'une fosse de relevage équipée de détecteur de niveau haut, de niveau bas et de vapeurs alcooliques.

ARTICLE 7.15.3. STOCKAGES CONTENEURS

a) Le dépôt couvert (Secteur Citernes routières) et l'abri (Secteur Citernes ferroviaires) abritant les conteneurs de dénaturants sont équipées d'une détection alcool et d'un sprinklage. Le local forme cuvette de rétention d'un volume suffisant conformément aux dispositions de l'article 7.5.3.

b) Ils sont réalisés en matériaux incombustibles. Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits.

Le stockage est limité à 4 mètres de haut.

Les racks sont protégés des risques de choc avec les chariots de manutention.

ARTICLE 7.15.4. ATELIERS DE PREPARATION

Les conteneurs sont acheminés dans l'atelier de préparation puis vidés gravitairement dans les cuves tampons. L'exploitant mettra en place les procédures d'exploitation correspondantes. Aucun mélange de produits n'est réalisé à l'introduction ou à l'intérieur des cuves tampons.

Les ateliers de préparation sont équipés d'une détection alcool adaptée aux produits présents asservie à une alarme sonore.

Les ateliers sont protégés par un système sprinklage.

ARTICLE 7.15.5. ALCOOLS DENATURES

Le stockage sur le site d'alcools dénaturés est interdit.

CHAPITRE 7.16 - STOCKAGE DU SUCRE

Article 7.16.1. NETTOYAGE DES LOCAUX

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.

La quantité de poussières au sol exprimé en g/m² ne devra jamais atteindre la limite inférieure d'explosivité des poussières exprimés en g/m³ (mesure de retombées suivant la norme NFX 43.007).

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balai ou de l'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

ARTICLE 7.16.2. DISPOSITIONS

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les silos de stockage de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.

ARTICLE 7.16.3. PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1^{er} alinéa du présent article.

Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit de plus les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.

ARTICLE 7.16.4. ACCES

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Un chemin d'accès sera aménagé autour des silos de stockage de sucre en vrac et des bâtiments à plusieurs niveaux pour les véhicules échelles des pompiers.

ARTICLE 7.16.5. MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

a) Events et surfaces soufflables

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Localisation	Dimension des surfaces soufflables-	Pression statique d'ouverture	Nature des surfaces
Dépoussiéreur manutention	3,42 m ²		membranes
Dépoussiéreur mixte	2 m ²	100 mbar	évent
Dépoussiéreur reprise	3,42 m ²		membranes
Silo A	615 m ²	150 mbar	Dalle béton
Silo B	910 m ²	150 mbar	Dalle béton
Silo C	755 m ²	100 mbar	Plancher bois
Liaison grenier A vers B	22,36 m ²		Bardage
Liaison grenier A vers C	13,2 m ²		Bardage
Liaison galerie cave	5,15 m ²		Surface éventable

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Nature du découplage	Surface
Tour niveau 7	Grenier Silo A	Tôles métalliques double peau > 200mbar	17
Grenier silo A	Grenier Silo B		8,7 + 9,8
Grenier silo A	Grenier silo C		7,5
Cave Silo A	Galerie entre silo A et silo C		7,5
Galerie entre silo A et silo C	Cave silo C		7,5
Cave Silo B	Galerie entre silo B et silo A		9
Cave Silo A	Galerie entre silo B et silo A		5,3
Tour niveau 4	Galerie		6,5
Tour niveau 0	Cave silo A		7,4

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

c) Autres dispositifs

Les élévateurs sont équipés de dispositifs permettant de détecter et de supprimer une explosion par étouffement.

ARTICLE 7.16.6. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Une colonne sèche, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, est implantée dans la tour de manutention.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention sont rédigées et intégrées au Plan des Opérations Internes (POI).

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

ARTICLE 7.16.7. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX APPAREILS DE MANUTENTION

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements
Elévateurs	<ul style="list-style-type: none">▪ Paliers extérieurs▪ Détecteurs de surintensité moteur▪ Contrôleurs de rotation▪ Détecteurs de bourrage▪ Contrôleurs de déport de sangles▪ Sangles anti-statiques et non propagatrices de la flamme▪ Capotage et aspiration▪ Equipements reliés à la terre
Transporteurs à bande	<ul style="list-style-type: none">▪ Contrôleur de rotation▪ Sur aspiration centralisée asservie au silo aux points de jetées▪ Détecteurs de surintensité moteur▪ Capotés▪ Bandes résistantes au feu
Transporteur à chaîne (le cas échéant)	<ul style="list-style-type: none">▪ Contrôleur de rotation▪ Sur aspiration centralisée asservie au silo▪ Détecteurs de surintensité moteur▪ Capotés

Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent immédiatement l'installation et les équipements situés en amont. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

ARTICLE 7.16.8. SYSTÈME D'ASPIRATION

L'ensemble de la manutention des silos est mis sur aspiration centralisée à filtre à manche.

Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises :

- toutes les parties métalliques des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches,...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;

- les filtres à manches sont équipés d'un système de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières avec un asservissement de la manutention ;
- s'il y a un risque d'aspiration de particules incandescentes, les filtres sont équipés en amont d'un détecteur d'étincelle.

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment, et les ventilateurs d'extraction devront être disposés coté air propre du flux.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné en débit et en points d'aspiration (nombre et localisation).

ARTICLE 7.16.9. VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos (préciser lesquels éventuellement). Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (à minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

ARTICLE 7.16.10. MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES

L'exploitant met en place un asservissement sur détection de dysfonctionnement du dépoussiéreur, indépendant du circuit de démarrage de manutention ainsi que la mise en place de contrôleurs de température des paliers sur les transporteurs à bandes.

ARTICLE 7.16.11. LIMITATION DES EFFETS D'UNE EXPLOSION ÉVENTUELLE

Les parois des tours d'élévation et des ateliers exposés aux fines particules seront munies de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion.

A l'occasion de remaniement éventuel de la structure des silos, les toitures et couvertures de ces derniers seront réalisés - sauf impératifs techniques liés à la conception - en matériaux légers de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.

La toiture du silo de 27500 tonnes est munie de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents en cas d'explosion.

ARTICLE 7.16.12. STABILITÉ AU FEU DES STRUCTURES

La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours et d'évacuation du personnel appelé à y évoluer.

Elle sera au moins d'une heure pour les silos à axe vertical et d'une demi-heure pour les silos de type "cathédrale" et atelier de conditionnement ou de traitement de matières organiques pulvérulentes.

ARTICLE 7.16.13. CAPOTAGE DES SOURCES ÉMETTRICES DE POUSSIÈRES ORGANIQUES

Les appareils à l'intérieur desquels il sera procédé à des manipulations de produits devront être conçus de manière à limiter les émissions de poussières dans les ateliers.

La vitesse de transports desdits produits sera limitée à 3 m/s.

Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateurs ou transporteurs, ensachage, etc...) devront être capotées et munies de dispositifs d'aspiration situés si possible les plus proches de leurs points d'émission, en liaison obligatoire avec des dépoussiéreurs ; le fonctionnement des transporteurs et élévateurs sera asservi à celui des systèmes d'aspiration et de dépoussiérage.

ARTICLE 7.16.14. PRÉVENTION ET DÉTECTION DE DYSFONCTIONNEMENT DES APPAREILS EXPOSÉS AUX POUSSIÈRES

Les organes mécaniques mobiles seront protégés contre la pénétration des poussières ; ils seront convenablement lubrifiés et vérifiés.

ARTICLE 7.16.15. AMÉNAGEMENT DES ATELIERS, SILOS ET INSTALLATIONS ANNEXES

Les ateliers où il est procédé à des manipulations de produits (séchage, pesage, ensachage, conditionnement, etc), les aires de chargement des produits, les centrales de production d'énergie (installations de compression d'air liées au fonctionnement des silos, etc...), les installations de dépoussiérage, les tours d'élévation des produits seront extérieurs aux capacités de stockage qui ne renfermeront par ailleurs aucun autre produit inflammable ; de plus, pour les ateliers susvisés, les ouvertures et connexions avec les locaux adjacents seront limitées au strict besoin fonctionnel pour annihiler la propagation d'un sinistre éventuel.

Les silos à axe vertical seront reliés entre eux par des passerelles à leur partie supérieure et une deuxième issue (échelle à crinoline) sera prévue sur la face externe de l'un des silos.

Des clapets anti-explosion seront aménagés sur les tours d'élévation des produits, sur les canalisations de captation des poussières ; leur implantation ne devra pas exposer la vie du personnel en cas de fonctionnement.

Les galeries et tunnels des transporteurs devront être conçus aux fins de faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs ; le nombre de pièges à poussières sera réduit au maximum (sol rugueux, enchevêtrement de tuyauteries, coins reculés difficilement accessibles, etc...).

Les antennes hertziennes sur les toits des silos seront limitées au maximum en vue de prévenir les risques provoqués par la foudre.

Des séparateurs magnétiques de corps étrangers seront implantés sur le transporteur à bande métallique vers les silos.

Les gaines d'élévateurs seront munies de regards ou de trappes de visites.

Les organes mobiles risquant de subir des échauffements seront équipés de contrôleurs de rotation avec alarmes reportées en des points judicieux.

En outre, l'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

Les élévateurs, transporteurs, moteurs... devront être équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt des installations.

Si le transport des produits est effectué par voie pneumatique, il se fera sous atmosphère de gaz neutre ; la taille des conduites sera calculée de manière à assurer une vitesse suffisante pour éviter les dépôts ou bourrages.

Les roulements et paliers des arbres d'entraînement des élévateurs seront disposés à l'extérieur de la gaine.

CHAPITRE 7.17 - UNITES DE BROyage ET DE STOCKAGE DE BLE ET UNITÉS DE BROyage ET DE SECHAGE DES DRECHES

ARTICLE 7.17.1. SILOS DE BLÉ

L'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autres produit organique dégageant des poussières inflammables, est applicable aux unités de réception, stockage, nettoyage et broyage des grains de blé.

ARTICLE 7.17.2. IMPLANTATION

L'atelier doit être implanté à une distance d'au moins 10 m des limites de propriété.

ARTICLE 7.17.3. SURVEILLANCE ET FORMATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques de l'installation et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

ARTICLE 7.17.4. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les zones où il existe un risque d'incendie ou d'explosion, il est interdit de fumer.

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

ARTICLE 7.17.5. PRÉVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE

Les mesures de prévention permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux installations et aux produits.

Les trémies de farine sont équipées d'une alarme de niveau avec report en salle de contrôle.

Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur. Les matériels présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives doivent être conformes aux réglementations en vigueur.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre.

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel.

Ce rapport doit comporter :

- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;
- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;
- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.

L'atelier ne doit pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur ses toits.

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.17.6. MESURES DE PROTECTION

Les mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion doivent être réalisées conformément aux réglementations en vigueur et adaptées aux installations et aux produits.

Cela peut être l'une ou plusieurs des mesures telles que :

- arrêt de la propagation de l'explosion par des dispositifs de découplage ;
- réduction de la pression maximale d'explosion à l'aire d'évents de décharge, de systèmes de suppression de l'explosion ou de parois soufflables ;
- résistance aux effets de l'explosion des appareils ou équipements dans lesquels peut se développer une explosion ;
- résistance aux effets de l'explosion des locaux ou des bâtiments.

ARTICLE 7.17.7. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'atelier doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

ARTICLE 7.17.8. ÉLIMINATION EN AMONT DES CORPS ÉTRANGERS

Les corps étrangers qui pourraient nuire au bon fonctionnement de la ligne de production doivent être séparés et éliminés en amont des machines concourant à la transformation des produits mis en œuvre.

ARTICLE 7.17.9. NETTOYAGE DES INSTALLATIONS

Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

L'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnelle et doit faire l'objet de consignes particulières.

ARTICLE 7.17.10. SURVEILLANCE DE L'AUTO-ÉCHAUFFEMENT

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions de stockage des produits (durée, taux d'humidité, température, etc) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés, susceptibles de fermenter, est contrôlée par des systèmes de surveillance adaptés aux installations.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

ARTICLE 7.17.11. DÉPOUSSIÉREURS ET DISPOSITIFS DE TRANSPORT DES PRODUITS

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions sur la prévention des explosions et des incendies et les mesures de protection ci-dessus.

Ils sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières.

Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.

ARTICLE 7.17.12. MESURES SPÉCIFIQUES AUX SÉCHAGES DES DRÊCHES

L'unité est dotée :

- d'alarme de température haute à la sortie des brûleurs,
- d'alarme de température haute sur les sécheurs,
- de capteurs de température dans la boucle d'air humide pour détecter un début d'incendie,
- de capteurs de pression dans la boucle d'air humide pour éviter les bouchages,
- de dispositifs contre le retour de fumées de combustion.

CHAPITRE 7.18 - GAZ NATUREL

Afin de limiter les risques de fuite à l'atmosphère, l'exploitant prendra toutes les mesures de prévention appropriées. Une attention particulière est portée aux dispositions de supportage :

- Les passages aériens de canalisations sur les voies de circulation sont effectués à une hauteur suffisante pour permettre le passage des véhicules,
- Le plan de circulation au sein du site prend en compte la hauteur maximale admissible des véhicules en fonction de ces passages susmentionnés,
- Le plan de circulation précise que les engins de hauteur variable évoluent en position repliée et suivant un itinéraire bien identifié.

Afin de limiter les conséquences de telles fuites, les moyens d'alarme, de protection et d'intervention, adaptés à la nature du risque et nécessaires à leur localisation, à la limitation de leur extension et de leurs effets, doivent être disponibles.

Les lignes d'alimentation en gaz naturel sont équipées d'au moins trois capteurs de pressions et de deux vannes d'arrêt d'alimentation. Au moins une de ces vannes est automatique.

Sur seuil bas de pression, une alarme est retransmise en salle de contrôle.

Sur seuil très bas de pression, la vanne automatique se ferme et l'unité est mise en sécurité. Cette vanne est de sectionnement, à ouverture et fermeture rapides, et à sécurité feu. Sa position ouverte ou fermée est connue en salle de contrôle. Des boutons d'arrêts d'urgence répartis judicieusement sur le site et la perte d'utilité et permettent la fermeture de la vanne.
Les lignes d'alimentation sont protégées des phénomènes de surpression par au moins une soupape.

CHAPITRE 7.19 - ÉQUIPEMENTS DIVERS

ARTICLE 7.19.1. RÈGLES GÉNÉRALES DE CONSTRUCTION DES BÂTIMENTS À USAGE INDUSTRIEL

Tous les bâtiments à usage industriel seront, sauf mesures supplémentaires ressortant du titre 8 :

- a - construits en matériaux incombustibles M0 (ou A1 ou A2-s1-b0, selon la classification EuroClass) y compris les sol, toiture ou plancher haut, les baies naturelles en toiture seront conçues en verre armé ou à la rigueur de la catégorie M1 sous réserve que la superficie n'excède pas le 1/100^{ème} de celle du local.
- b - présenteront au minimum une stabilité au feu des structures au moins égale à :
 - ⇒ une demi-heure pour les bâtiments ne comportant pas d'étages,
 - ⇒ 2 heures dans le cas contraire.
- c - dotés en partie haute d'exutoires de fumées de catégorie M.0. d'une surface égale au moins à 1/100^{ème} de la superficie des locaux et à ouverture automatique (thermo-fusibles calibrés à 70 °C environ, par exemple), doublée manuellement et située si possible près des issues ; cette disposition sera rendue applicable pour toute reconstruction de toiture et immédiatement applicable pour toute construction nouvelle.
- d - conçus de telle sorte à pouvoir disposer de 2 issues disposées dans deux directions sensiblement opposées pour tout atelier utilisant des matières combustibles solides ou liquides et si la distance à parcourir est supérieure à 10 mètres.

ARTICLE 7.19.2. INSTALLATIONS DE COMPRESSION D'AIR

Les installations de compression qui feront l'objet d'un entretien attentif et régulier devront être équipées de tous dispositifs de sécurité et de contrôle en vue de leur bon fonctionnement notamment au regard de la température de l'air, de la circulation d'eau de refroidissement et de perte de charge dans les filtres d'entrée d'air et d'huile. Toutes les pièces métalliques seront reliées équipotentiellement et mises à la terre par un conducteur unique.

L'air destiné à être comprimé sera pris à un endroit où la présence de gaz, vapeurs et poussières combustibles ne peuvent se produire même de façon épisodique.

ARTICLE 7.19.3. ZONES DE CHARGES D'ACCUMULATEURS

On appelle zone de charge le parallélogramme tel que le périmètre obtenu en projection horizontale englobe le poste de charge et les batteries et que tout point de ce périmètre par rapport à ces derniers soit au moins à un mètre. La zone sera matérialisée au sol.

Les zones de charge seront très largement ventilées dans le but d'éviter toute stagnation de mélange détonant gazeux ; le cas échéant, le matériel employé devra être de sûreté.

Les zones de charge ne devront avoir aucune autre affectation et notamment il sera interdit de stocker des matières combustibles à moins de 10 mètres ; le cas échéant, les murs délimitant cette zone seront coupe-feu de degré 2 heures avec porte coupe-feu de degré une heure et plafond incombustible.

Tout feu nu apporté sera interdit à l'intérieur de la zone de charge.

Le sol de la zone de charge sera imperméable, présentera une pente convenable afin de faciliter l'écoulement accidentel de l'électrolyte en un point bas et résistera à l'action chimique de ce dernier.

ARTICLE 7.19.4. RÉSERVOIR ENTERRÉ ET INSTALLATION DE DISTRIBUTION DE CARBURANTS POUR VÉHICULES À MOTEUR

Le réservoir enterré sera à double paroi et équipé conformément à la réglementation en vigueur.

L'appareil de distribution sera réalisé en matériaux incombustibles et implanté sur un socle, en position surélevée d'au moins 15 cm par rapport aux voies de roulement et de stationnement des véhicules ; toute disposition offrant des garanties équivalentes sera acceptée.

L'ouverture du clapet de la buse de distribution de l'appareil de distribution et son maintien en position ouverte ne devront pas s'effectuer sans intervention manuelle ; par ailleurs, un dispositif de sécurité devra arrêter le transfert d'hydrocarbures en cas d'arrachement de la buse de distribution par suite d'un accident.

L'appareillage de l'appareil de distribution sera toujours maintenu en parfait état d'étanchéité.

L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour effectuer les dépotages ou la distribution sera rigoureusement interdit.

Le conduit électrique alimentant l'appareil de distribution devra pouvoir être mis hors tension à partir d'un point d'accès facile, non situé sur ledit appareil.

Il sera interdit d'effectuer la distribution d'hydrocarbures sans avoir au préalable, procédé à l'arrêt du moteur des véhicules et à l'extinction de tout feu nu.

A moins de deux mètres de la buse de distribution ou de l'extrémité du flexible servant au remplissage des véhicules à moteur, il sera interdit de fumer ou d'apporter des feux nus ou tout objet comportant des points portés à une température supérieure à 150 °C ; de même, le matériel électrique fixe commandant en particulier les pompes de distribution et situé à l'intérieur des zones définies précédemment devra être conforme aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 modifié, portant règlement de la construction du matériel électrique utilisable en atmosphère explosive et aux textes subséquents.

Les diverses interdictions, en particulier celles de fumer et de présenter des feux nus ou encore de laisser en marche le moteur d'un véhicule en cours de remplissage, seront affichées en caractères très apparents sur l'appareil de distribution.

Les opérations de déchargement de la citerne routière devront être effectuées sous le commandement d'un responsable nommément désigné, lequel devra contrôler en permanence ces opérations.

L'aire de ravitaillement des véhicules à moteur sera étanche et réalisée de façon à diriger tout écoulement accidentel vers un point bas permettant sa récupération.

Un extincteur pour feu de liquide inflammable sera implanté en permanence à proximité de la buse de distribution et occasionnellement durant les opérations de transfert de carburant du véhicule-ravitailleur vers le réservoir en fosse.

ARTICLE 7.19.5. BASSINS DE DECANTATION

Les digues seront réalisées par compactage conformément aux règles de l'art.

Elles seront dimensionnées et ancrées de façon à pouvoir résister en toutes circonstances à la pression des liquides et matériaux contenus ainsi qu'aux contraintes extérieures (inondations de la vallée).

Toutes mesures utiles seront prises pour éviter leur érosion par les vagues ou leur minage par les rongeurs éventuels.

Un liseré d'une largeur minimale de 15 mètres sera aménagé entre l'extérieur du pied de digue du bassin de décantation et les limites de propriété ou les rives de l'Oise, à l'exception de la section nord de la digue où une largeur de 8 mètres sera admise.

La largeur de la digue au sommet sera au minimum égale à 4 mètres. La pente sera au maximum de :

- 1/1 vers l'extérieur du bassin,
- 1/2 vers l'intérieur.

La vitesse d'infiltration dans le sol des eaux des bassins devra être inférieure à 2 mm par jour.

Un piézomètre sera implanté aux fins de vérifier à tout moment la qualité de la nappe alluviale. Il débouchera à une hauteur suffisante du radier de façon que l'eau du champ d'inondation périodique de la vallée de l'Oise ne puisse s'infiltrer par son orifice supérieur qui, par ailleurs, devra être obturé efficacement pour parer à tout acte de malveillance.

Il sera implanté sur la rive gauche de l'Oise et en aval hydraulique des bassins. Il descendra d'au moins un mètre sous le niveau supérieur le plus bas, susceptible d'être atteint par la nappe alluviale.

Les bassins seront équipés d'au moins 2 échelles limnimétriques placées de part et d'autre dudit bassin.

Le bon état des digues sera vérifié par un responsable selon une fréquence minimale de :

- Une fois par jour pendant la campagne betteravière,
- Une fois par mois lors de l'inter-campagne.

Les résultats de ce contrôle, l'identité du préposé, le relevé des échelles limnimétriques et la nature des opérations effectuées (transvasement entre bassins, etc...) seront consignés dans un registre prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

Préalablement à toute mise en eau de nouveaux bassins, un prélèvement sera effectué dans le piézomètre de contrôle après un pompage d'exhaure d'au moins un quart d'heure. Cette opération sera par ailleurs, renouvelée systématiquement au moins une fois par trimestre.

Les analyses porteront, outre le pH, sur :

- La demande chimique en oxygène (DCO)
- La teneur en azote organique et ammoniacal (NKT)
- La teneur en nitrates (NO)

Les résultats seront communiqués à l'inspection des installations classées dans la semaine qui suit la fin de chaque trimestre calendaire avec l'indication des niveaux limnimétriques relevés avant le stockage des eaux.

CHAPITRE 8.20 STOCKAGE DE PALETTES BOIS

ARTICLE 8.20.1 GÉNÉRALITÉS

Le stockage des palettes bois est réalisé dans un bâtiment dédié situé en partie Nord – Ouest du site.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées dans ce bâtiment. Ce document est tenu en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Ce stockage est mitoyen du bâtiment stockage emballages avec lequel il communique par le biais d'une porte FI 60.

Le bâtiment de stockage de palettes bois dispose d'un mur REI 120 sur sa partie Sud – Ouest.

ARTICLE 8.20.2 MOYENS DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 8.20.2.1 Moyens de lutte

Le bâtiment de stockage de palettes dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après :

- Des extincteurs, judicieusement répartis, en nombre et en qualité adaptés aux risques. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- Deux robinets d'incendie armés (RIA), situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.
- D'une détection automatique incendie*.
- D'une installation d'extinction automatique incendie de type sprinklage alimenté par le réseau incendie du site et asservie à la détection automatique incendie. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le réseau d'extinction automatique incendie est relié à un poste de contrôle sprinklage capable de diffuser un débit unitaire de 468 m³/h sous 3,4 bars*.

** Les dispositifs de détection et d'extinction automatique incendie détaillés ci-dessus sont communs aux bâtiments stockage palettes bois et stockage emballages.*

Article 8.20.2.2 Désenfumage

Le bâtiment de stockage de palettes est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées.

Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment.

Le système de désenfumage ainsi mis en place est judicieusement paramétré afin de ne pas nuire au fonctionnement des dispositifs de détection et d'extinction automatique en place.

Article 8.20.2.3 Maintenance

Les installations de prévention et de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

CHAPITRE 8.21 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

ARTICLE 8.21.1 IDENTIFICATION DES PRODUITS

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur, sont tenus à jour dans un registre.

Un plan général des stockages est annexé à l'état des stocks.

Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.

L'exploitant dispose sur le site, avant la réception des substances et produits, de l'ensemble des documents nécessaires à l'identification de la nature et des risques des substances et des produits présents dans les installations, et en particulier :

- les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ou tous autres documents équivalents ;

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.

ARTICLE 8.21.2 ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis des pictogrammes définis par le règlement susvisé.

ARTICLE 8.21.3 MANIPULATION DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les recommandations et les consignes de sécurité édictées par les fiches de données de sécurité sont scrupuleusement respectées par l'exploitant. L'exploitant dispose des produits et matériels cités par ces fiches pour être en mesure de réagir immédiatement en cas d'incident ou d'accident.

La présence de substances et mélanges dangereux ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le transport des substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement s'effectue sous la responsabilité d'une personne désignée par l'exploitant, selon des consignes définies par écrit visant à éviter toute dispersion accidentelle. Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses.

ARTICLE 8.21.4 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 8.21.4.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 8.21.4.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006.

L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.21.4.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 8.21.4.4 Produits biocides - Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 8.21.4.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 8 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 8.1 - PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 8.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 8.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés, exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 8.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 8.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

9.2.1.1 L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les concentrations et quantités de polluants rejetées à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Le programme comprend les mesures minimales suivantes :

	Débit	Oxygène Température Pression Vapeur d'eau	CO _x	SO ₂	NO _x	Poussières	CO	COV totaux	COV annexe III	Métaux	HAP
BONO ENERGIA	Continu	Continu**	-	Semestrielle Estimation journalière *	Continu	Semestrielle	Continu	-	-	-	-
FMD / BAB COC	Gaz naturel	Continu (***)	Trimestrielle	-	Semestrielle Estimation journalière*	Continu	Semestrielle	Continu	-	-	-

K	Mélange GN / alcools supérieurs	Continu (***)	Trimestrielle	-	Continu ****	Continu	Continu	Continu	Annuelle	-	Annuelle	Annuelle
SEUM	Annuelle	Annuelle	-	Annuelle Estimation journalière *	Annuelle	Évaluation permanente par opacimétrie par exemple	Annuelle	Annuelle	-	Annuelle	Annuelle	
WANSON	Continu	Continu**	-	Semestrielle Estimation journalière *	Continu	Semestrielle	Continu	-	-	-	-	
Four à soufre	Annuelle	-	-	Continu	-	-	-	-	-	-	-	
Four à chaux	Annuelle	-	-	Annuelle	Annuelle	Annuelle	-	-	-	-	-	
Sécheurs de pulpes	Continu	Annuelle	Continu	Annuelle	Annuelle	Évaluation permanente par opacimétrie par exemple	Continu	Continu	Semestrielle	-	-	
Sécheur de drèches	Continu	Annuelle	Continu	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Continu	Semestrielle	-	-	
Laveurs (Distilleries)	Annuelle	-	-	-	-	-	-	Annuelle	Annuelle	-	-	
Filtres silos	Annuelle	-	-	-	-	Annuelle	-	-	-	-	-	
Torchère	Annuelle	Annuelle	-	Annuelle	Annuelle	-	Annuelle	-	-	-	-	

(*) Estimation journalière des rejets de SO₂ basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions de mise en œuvre de ce suivi sont précisées dans le programme de surveillance mentionné à l'article 9.1.1.

(**) Mesure en continu de la vapeur d'eau non obligatoire lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions

(***) La cheminée est dotée d'un appareil de mesure en continu du débit. Des méthodes alternatives permettant de déterminer le débit horaire des gaz de combustion peuvent être prévues sous réserve d'un avis favorable de l'inspection des installations classées.

(****) La mesure est semestrielle si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites par le présent arrêté

9.2.1.2 Les mesures non permanentes, sont effectuées selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur et accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées.

Les installations soumises à autosurveillance font l'objet de mesures comparatives à minima annuelles, dans les conditions définies à l'article 9.1.2 du présent arrêté. Ces mesures comparatives portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés dans le tableau précédent et dont l'autosurveillance est effectuée en continu. Pour les chaudières, ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les appareils de mesures en continu sont vérifiés et contrôlés aussi souvent que nécessaire.

Les appareils de mesure en continu dont sont munies les chaudières, sont exploités, évalués, étalonnés selon les dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110.

9.2.1.3

Cas des chaudières

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément aux articles 33 à 35 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 précité.

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément au présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

Cas des autres installations soumises à autosurveillance

Dans le cas des mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'un mois donné :

- Aucune des moyennes journalières ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté ;
- Au plus 10 % des moyennes horaires sur 24 heures dépassent la valeur limite d'émission fixée au titre 3 du présent arrêté (sans toutefois dépasser le double de cette valeur).

Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté.

9.2.1.4

L'exploitant procède à l'évaluation des émissions totales annuelles des polluants mentionnés à l'article 3.2.3.3 du présent arrêté. Pour les composés organiques volatils, l'exploitant distingue les émissions canalisées des émissions diffuses.

Les émissions diffuses issues des stockages de liquides inflammables et des opérations de chargement associées sont évaluées selon les méthodologies décrites dans les arrêtés ministériels sectoriels relatifs aux rubriques 4331 et 1434-2.

ARTICLE 8.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau de nappe et de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Les résultats sont portés sur un registre.

ARTICLE 8.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Article 8.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets n°1 et 2

9.2.3.1.1 Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètre	Fréquence de mesure Rejet n° 1	Fréquence de mesure Rejet n° 2
Débit	continue	continue
pH	continue	continue
Température	continue	continue
COT ou tout autre dispositif équivalent permettant la détection de la pollution	-	continue
DCO	journalière	mensuelle
DBO ₅	hebdomadaire	mensuelle
MES	journalière	mensuelle
Azote global	journalière	mensuelle
N-NTK	hebdomadaire	-
NO ₃	hebdomadaire	-
NH ₄	hebdomadaire	
NO ₂	hebdomadaire	
Phosphore total	mensuelle	mensuelle
Hydrocarbures totaux	semestrielle	semestrielle

Les mesures sont effectuées avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'établissement (eaux pluviales, eaux domestiques, autres eaux du procédé) non chargés de produits toxiques.

Les échantillons analysés sont prélevés en continu proportionnellement au débit sur une durée de 24 h.

Les mesures réalisées de manière continue sont enregistrées et les données conservées trois ans.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyses sont conformes à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé. Des méthodes simplifiées, alternatives aux méthodes de référence, peuvent être employées. Afin de vérifier leur précision et leur dérive éventuelle, ces dernières sont croisées régulièrement avec les méthodes de référence, dans les conditions fixées ci-après.

9.2.3.1.2 Les rejets n°1 et 2 font l'objet de mesures comparatives, dans les conditions définies à l'article 9.1.2 du présent arrêté. Ces mesures comparatives portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés dans le tableau précédent (sauf ceux dont l'autosurveillance est externalisée et réalisée selon les méthodes normalisées, par un organisme répondant aux critères mentionnés à l'article 9.1.2).

La fréquence minimale des mesures comparatives est :

- annuelle pour les paramètres débits, pH et température ainsi que pour les paramètres dont la fréquence du suivi est mensuelle ou semestrielle ;
- trimestrielle pour les paramètres dont la fréquence du suivi est continue, journalière ou hebdomadaire.

Lors de chaque campagne, l'exploitant compare les résultats d'analyses obtenus à partir d'un même échantillon, du laboratoire en charge de l'autosurveillance et de l'organisme accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées. Les résultats d'analyses, le croisement des résultats entre eux ainsi que les actions correctives prises en cas de dérive, sont consignées et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

9.2.3.1.3 Dans le cadre de l'autosurveillance, sauf disposition contraire, c'est le percentile 90 qui est comparé aux valeurs limites réglementaires.

Le percentile 90 correspond à la plus élevée des valeurs acquises sur une période donnée, après avoir au préalable éliminé 10 % des résultats les plus mauvais sur ladite période (sauf si ces derniers dépassent le double des valeurs limites applicables).

Dans le cas où au plus 10 valeurs sont disponibles sur une période, le percentile 90 correspond à la valeur la plus élevée.

Les valeurs limites d'émission fixées au titre 4 du présent arrêté, exprimées en concentrations et flux maximums journaliers, sont considérées comme respectées si :

- Le percentile 90 calculé sur le mois ne dépasse pas les valeurs limites précitées, en cas d'autosurveillance continue ou journalière ;
- Le percentile 90 calculé sur le trimestre ne dépasse pas les valeurs limites précitées, en cas d'autosurveillance hebdomadaire ;
- Le percentile 90 calculé sur l'année ne dépasse pas les valeurs limites précitées, en cas d'autosurveillance mensuelle ou semestrielle.

Les valeurs limites d'émission fixées au titre 4 du présent arrêté, exprimées en concentrations et flux moyens mensuels, sont considérées comme respectées si le percentile 90 calculé sur l'année ne dépasse pas les valeurs limites correspondantes.

Article 8.2.3.2. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets n°3 et suivants

L'ensemble des paramètres pour lesquels une valeur limite est prescrite au titre 4, fait l'objet d'une mesure triennale.

Article 9.2.3.3. Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets d'eaux résiduaires en ce qui concerne les substances dangereuses.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre en ce qui concerne l'auto surveillance assurée par l'exploitant sur les eaux résiduaires après épuration le cas échéant et avant rejet vers le milieu récepteur :

Substances surveillées	Fréquence de mesure	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Cuivre	Trimestrielle	10
Nickel	Trimestrielle	10
Nonylphénol	Trimestrielle	0,1

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent article doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci fournit à l'inspection des installations classées avant le début des opérations de prélèvement et de mesures susvisées, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures intègrent les points détaillés aux paragraphes I.2 à I.6 du document figurant en annexe 3 du présent arrêté et précisent les modalités de traçabilité de ces opérations.

L'exploitant doit choisir un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice

«Eaux Résiduaires » pour chaque substance à analyser. Le laboratoire retenu dispose des matériels nécessaires afin d'atteindre le seuil de quantification défini ci-dessus et ce pour chacune des substances susvisées.

ARTICLE 8.2.4. SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Article 8.2.4.1. Suivi de la qualité des masses d'eau

L'exploitant met en place une surveillance de la qualité de l'Oise (Masse d'eau FRHR178A). Cette surveillance s'organise chaque année en 3 campagnes de prélèvements et mesures.

Lors de chaque campagne, des prélèvements d'échantillons et mesures sont effectués en 5 points de contrôle :

- Point n° 1, situé sur l'Oise, en amont des rejets de l'entreprise. Ce point se trouve en aval immédiat de la route départementale D1029 ;
- Point n°2, situé sur l'Oise, en aval du dernier bassin de l'usine B7 (bras principal de l'Oise) ;
- Point n°3, situé sur l'Oise, en aval du bassin B6 (Bras de l'Oise parallèle au canal de la Sambre à l'Oise) ;
- Point n°4, situé sur la petite rivière de Neuville (affluent de l'Oise), en amont immédiat de sa confluence avec le fossé longeant le secteur nord-ouest de l'usine ;
- Point n°5, situé sur la petite rivière de Neuville (affluent de l'Oise), en aval des rejets du secteur sud-ouest de l'usine.

L'exploitant transmet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la liste des 5 points de surveillance ainsi qu'un plan permettant de les localiser précisément.

Les modalités de la surveillance du milieu récepteur sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Points de mesures et de prélèvements	Paramètres	Type de suivi	Périodicité minimale de la mesure	Méthodes
Points 1 à 5	Température, pH, Oxygène dissous	Prélèvement ponctuel - Mesures in situ	3 campagnes par an dont 2 entre juillet et septembre	Méthodes de mesure, prélèvement et analyses conformes à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé.
	DCO, DBO ₅ , COT, MES, N global, P total, NH ₄ , NO ₂ , NO ₃	Prélèvement ponctuel - Analyses en laboratoire	Un mois au minimum sépare deux campagnes successives	

Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées où s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'échantillonnage est effectué dans le chenal d'écoulement principal, de préférence loin des berges et des obstacles présents dans le lit, en se positionnant dans la veine principale du cours d'eau, face au courant (contre courant).

Les prélèvements sont à réaliser à 30 cm sous la surface ou à mi-hauteur du cours d'eau.

L'échantillonnage s'effectue par ordre de priorité, :

- directement dans le chenal d'écoulement principal du cours d'eau ;
- en cas d'impossibilité, depuis un pont ;
- en dernier recours, de la berge avec une canne d'échantillonnage.

Lors de chaque campagne de surveillance, sont consignés sur une fiche de prélèvement les indications suivantes :

- la date et l'heure de l'échantillonnage ;
- des observations visuelles (situation hydrologique apparente, aspect des abords, présence de flottants ou de dépôts, odeur, coloration...) afin de caractériser le contexte dans lequel les prélèvements sont effectués et de faciliter l'interprétation ultérieure des résultats.

Les fiches de prélèvement sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant peut solliciter auprès du préfet, un assouplissement de la surveillance effectuée aux points 4 et 5 sous réserve :

- que le contrôle effectué durant à minima 3 ans démontre l'absence d'impact des rejets de l'usine sur la qualité de la petite rivière de NEUVILLETTE ;
- que les rejets de l'usine dans la petite rivière de NEUVILLETTE soit des rejets strictement pluviaux.

Article 8.2.4.2. Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines qui sera soumis pour avis à l'inspection des installations classées sous trois mois.

L'implantation des moyens de surveillance et les modalités de mesure seront déterminées de façon à assurer une surveillance efficace de la qualité des eaux souterraines sous le site à proximité des installations. A minima, un piézomètre est implanté en amont hydraulique du site et deux piézomètres implantés en aval hydraulique du site. La fréquence d'analyse est à minima bi-annuelle, l'une en période de basses eaux et l'autre en période de hautes eaux.

Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le niveau piézométrique sera mesuré.

L'exploitant fera part à l'inspection des installations classées de toute anomalie constatée, des causes de celle-ci et de ses propositions de remèdes permettant un retour à une situation normale.

Article 8.2.4.3. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant réalise annuellement une campagne de surveillance de la qualité de l'air ambiant sur les paramètres suivants :

Acétaldéhyde, Formaldéhyde, Acroléine, Phénol, Dichlorométhane

L'objectif de cette surveillance dans l'environnement est double :

- vérifier le respect des valeurs de qualité du milieu et autres valeurs de référence dans les zones d'impact de l'établissement en tenant compte des sensibilités et activités locales ;
- suivre l'évolution des concentrations en polluants afin de mettre en évidence un éventuel dysfonctionnement des installations ou les variations suite à une modification de celles-ci.

Cette surveillance fait l'objet d'un protocole transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard, avant le 30 novembre 2020. La première campagne de surveillance est conduite en 2021.

Cette campagne est réalisée aux 8 points d'intérêts détaillés ci-dessous :

- Thenelles : Cité du Riez
- Thenelles : École, rue de Loudun
- Origny Saint Benoite : rue du Calvois (à proximité de la voie SNCF)
- Origny Saint Benoite : Place Jean Mermoz (à proximité des Écoles)
- Origny Saint Benoite : rue Le larris de la Courture
- Neuville : Rue de l'Obenaude
- Mont d'Origny : Rue du Hamel (proximité école)
- Hameau de Courjumelles : Ferme le long de la D1029

Dans la mesure du possible, les mesures sont réalisées sur une période où les conditions météorologiques sont représentatives de la rose des vents local. Les conditions de fonctionnement du site sont enregistrées lors des mesures. En relation avec cette surveillance, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

ARTICLE 8.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Article 8.2.5.1. Analyse et transmission des résultats d'auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article R541-45 du code de l'environnement, relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

ARTICLE 8.2.6. AUTO SURVEILLANCE DE L'ÉPANDAGE

L'autosurveillance de l'épandage est prescrite au titre 8.

ARTICLE 8.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les deux ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.3 - SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 8.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

ARTICLE 8.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 9.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Le rapport de synthèse est adressé à l'inspection des installations classées selon le calendrier suivant :

Autosurveillance des émissions atmosphériques (Cf art 9.2.1)	Transmission trimestrielle
Autosurveillance de la consommation d'eau (Cf art 9.2.2)	Transmission annuelle
Autosurveillance des eaux résiduaires (Cf art 9.2.3)	Transmissions mensuelle
Surveillance de la qualité des masses d'eau (Cf art 9.2.4.1)	Transmission semestrielle
Surveillance de la qualité des eaux souterraines (Cf art 9.2.4.2)	Transmission annuelle
Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement (Cf art 9.2.4.3)	Transmission annuelle

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

ARTICLE 8.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les justificatifs évoqués au chapitre 9.2.5. doivent être conservés cinq ans.

ARTICLE 8.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 9.2.7 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 8.4 - BILANS PÉRIODIQUES & RÉVISION D'ÉTUDES

ARTICLE 8.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL (ENSEMBLE DES CONSOMMATIONS D'EAU ET DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)

L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes :
 - . les déchets (déchets dangereux produits ou déchets dangereux traités ou déchets non dangereux stockés, incinérés, compostés, méthanisés) ;
 - l'efficacité énergétique des chaudières.

TITRE 10 – RECOURS, PUBLICITE ET EXECUTION

ARTICLE 11.1 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS Cedex :

- 1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- 2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télécours citoyen accessible sur le site www.telrecours.fr.

ARTICLE 11.2 PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, de NEUVILLETTE et de THENELLES pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires des communes d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, de NEUVILLETTE et de THENELLES feront connaître par procès verbal, adressé à la Direction départementale des territoires - Service de l'environnement - Unité gestion des installations classées, déchets - 50 boulevard de Lyon - 02011 LAON Cedex, l'accomplissement de l'affichage prévu ci-dessus.

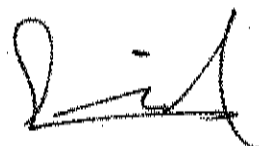
Une copie dudit arrêté sera également publiée sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 11.3 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Saint-Quentin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, de NEUVILLETTE et de THENELLES et à la société TEREOS.

Fait à LAON, le

23 NOV 2012



ZAK KHOURY

**ANNEXE N° 1
(ANNEXE CONFIDENTIELLE)**

--00000--

**SOCIÉTÉ TEREOS
A ORIGNY SAINTE BENOITE**

--ooOoo--

Nature des installations autorisées

ANNEXE N° 2/a

--00000--

**SOCIÉTÉ TEREOS
A ORIGNY SAINTE BENOITE**

--ooOoo--

Communes incluses dans le plan d'épandage

ANNEXE N° 2/b

--00000--

**SOCIÉTÉ TEREOS
A ORIGNY SAINTE BENOITE**

--ooOoo--

Liste exhaustive des parcelles épandables (classes d'aptitude 1 et 2)
et exclues du plan d'épandage (classe d'aptitude 0)

ANNEXE N° 2/c

--00000--

**SOCIÉTÉ TEREOS
A ORIGNY SAINTE BENOITE**

--ooOoo--

Points de référence des analyses prévues par l'article 8.14.11 du présent arrêté
et repérés par leurs coordonnées Lambert 2

ANNEXE N° 3

--OOOOO--

**SOCIÉTÉ TEREOS
A ORIGNY SAINTE BENOITE**

--ooOoo--

Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

ANNEXE N° 4

--OOOOO--

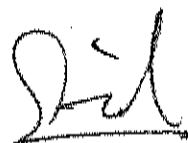
**SOCIÉTÉ TEREOS
A ORIGNY SAINTE BENOITE**

--ooOoo--

Plan de situation

ENVIRONNEMENT

Vu pour être annexé
à mon arrêté de ce jour
Laon, le
Le Préfet



Zed MOURY